



# Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

*Provisoire*

**8613<sup>e</sup>** séance

Mardi 10 septembre 2019, à 10 heures  
New York

*Président :* M. Nebenzia/M. Safronkov . . . . . (Fédération de Russie)

*Membres :*

Afrique du Sud . . . . .	M. Matjila
Allemagne . . . . .	M. Heusgen
Belgique . . . . .	M. Pecsteen de Buytswerve
Chine . . . . .	M. Zhang Jun
Côte d'Ivoire . . . . .	M. Adom
États-Unis d'Amérique . . . . .	M. Cohen
France . . . . .	M <sup>me</sup> Gueguen
Guinée équatoriale . . . . .	M <sup>me</sup> Mele Colifa
Indonésie . . . . .	M. Djani
Koweït . . . . .	M. Alotaibi
Pérou . . . . .	M. Meza-Cuadra
Pologne . . . . .	M. Radomski
République dominicaine . . . . .	M. Singer Weisinger
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	M <sup>me</sup> Pierce

## Ordre du jour

### La situation en Afghanistan

Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2019/703)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 10 h 5.*

## **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

## **La situation en Afghanistan**

### **Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2019/703)**

**Le Président** (*parle en russe*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de l'Afghanistan, de l'Australie, du Canada, de l'Égypte, de l'Inde, de la République islamique d'Iran, de l'Italie, du Japon, du Kazakhstan, du Pakistan, de la Turquie et de l'Ouzbékistan à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Tadamichi Yamamoto, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan; et M. Yury Fedotov, Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

M. Fedotov participe à la présente séance par visioconférence depuis Vienne.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite S. E. M. Silvio Gonzato, Chargé d'affaires par intérim de la Délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2019/703, qui contient le rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales.

À la présente séance, le Conseil de sécurité entendra des exposés de M. Yamamoto, de M. Fedotov et de l'Ambassadeur Triansyah Djani, Représentant permanent de l'Indonésie, en sa qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011).

Je donne maintenant la parole à M. Yamamoto.

**M. Yamamoto** (*parle en anglais*) : Les événements de ces derniers jours et semaines montrent plus que

jamais à quel point il est urgent de trouver un règlement politique au long conflit afghan. Les efforts déployés au cours de l'année écoulée ont ouvert des horizons pour la paix, qui ont suscité non seulement un espoir, mais aussi, pour beaucoup, des craintes. Toutefois, une chose reste claire : le conflit ne pourra être résolu que par des pourparlers directs entre les Afghans. Ces pourparlers doivent être ouverts à tous et représenter tout l'éventail de la société afghane. Il est donc impératif que des pourparlers directs entre la République islamique d'Afghanistan et les Taliban commencent dès que possible. De nombreux efforts déployés à cette fin, en collaboration avec les parties afghanes, ont ouvert une brèche et le début de pourparlers directs entre les deux parties afghanes semble désormais envisageable. Cela étant, la période qui précède un accord est souvent l'étape la plus difficile. Tous les acteurs concernés par les efforts de paix, en particulier les parties au conflit, doivent continuer à œuvrer au lancement de pourparlers directs. J'appelle les parties à ne pas laisser passer l'occasion de pourparlers directs, de manière à forger un avenir de paix.

J'ai écouté de nombreux Afghans venant de tout le pays exprimer leurs espoirs et leurs craintes quant à l'avenir. Ils espèrent que le conflit prendra fin, mais ils craignent aussi que la paix ne se fasse au prix du sacrifice de la liberté et des droits que le pays s'efforce de protéger et de promouvoir depuis 18 ans. Nombreux sont les jeunes Afghans, en particulier les jeunes femmes, qui s'inquiètent de ce qui pourrait à l'avenir restreindre leur participation à la vie sociale, économique et politique de leur pays. Un règlement politique, quel qu'il soit, devra inclure la promesse de continuer à protéger et à promouvoir les droits de la personne et les libertés fondamentales de tous ceux qui vivent en Afghanistan, y compris ceux des femmes, des jeunes et des minorités, ainsi que la liberté d'expression des médias.

Les capacités institutionnelles de l'État, notamment dans les domaines de la sécurité et de la prestation de services, constituent un autre acquis important de ces 18 dernières années, qu'il faudra préserver et promouvoir davantage. Les récents échanges informels entre les représentants de la société afghane et les Taliban à Moscou et à Doha ont donné l'occasion d'aborder par le dialogue certaines questions indispensables à la paix. J'espère que cette expérience sera mise à profit et contribuera à approfondir le dialogue en vue de résultats constructifs.

L'ONU est prête à appuyer un processus interafghans en faisant jouer son impartialité et son savoir-faire. Je tiens également à souligner que les efforts de paix doivent chercher à remédier à la violence et à aboutir, à terme, à un cessez-le-feu.

Enfin, l'appui des pays de la région et au-delà demeure crucial. Leur contribution active et leur appui aux efforts de paix seront indispensables à l'avenir, en particulier pour ce qui concerne les pays voisins, qui ont le plus à gagner de la paix et de la stabilité en Afghanistan.

Le 20 septembre, le peuple afghan doit se rendre aux urnes pour la quatrième élection présidentielle depuis 2001, laquelle permettra au pays de continuer à consolider les fondations d'un système politique démocratique et représentatif. L'ONU appuie pleinement les efforts que déploient la Commission électorale indépendante, la Commission du contentieux électoral, les institutions chargées de la sécurité, la société civile et, par-dessus tout, les candidats et candidates, leurs partisans et les électeurs et électrices pour organiser un scrutin crédible et ouvert à tous et toutes dans les délais prévus. Une élection crédible permettrait de jeter des fondations politiques indispensables pour l'avenir du pays et assurerait la légitimité et l'autorité du président élu, ce qui sera particulièrement important dans l'optique du processus de paix attendu.

Quant aux préparatifs techniques et opérationnels de l'élection, dirigés par les institutions afghanes, ils sont en bonne voie. Les bulletins de vote et autres matériels électoraux sont en cours de livraison dans les provinces et les districts. Le recrutement et la formation du personnel électoral se poursuivent. L'implémentation dans les délais de la technologie électronique est gérée par la Commission électorale indépendante. La liste électorale a été mise à jour et plus de 9 millions d'inscriptions ont été rendues publiques aux fins de corrections éventuelles. Ce sont là quelques exemples de réformes tenant compte des enseignements tirés lors des élections législatives de l'an dernier. Ces mesures et d'autres encore contribueront grandement à améliorer certains aspects essentiels de l'action menée pour lutter contre la fraude afin de renforcer la transparence et la crédibilité du scrutin. Nos conseillers de l'ONU travaillent main dans la main avec les organismes de gestion des élections durant ces dernières semaines et derniers jours d'intense préparation. Toutefois, des préoccupations subsistent en amont du scrutin,

concernant la sécurité, le taux de participation, et de possibles fraudes et irrégularités.

Les institutions de sécurité afghanes, en collaboration avec leurs partenaires internationaux, déploient de sérieux efforts pour assurer un dispositif de sécurité suffisant pour les préparatifs comme pour le jour du scrutin. Néanmoins, les citoyennes et citoyens afghans expriment toujours beaucoup d'inquiétude, d'autant que les Taliban ont ouvertement menacé de perturber le processus électoral, en particulier en prenant pour cible les civils qui se rendent aux urnes. Les attaques visant les centres de vote et les civils prenant part au processus électoral sont inacceptables. Elles constituent des violations flagrantes du droit international. J'exhorte les Taliban à revenir sur leur menace et j'incite le Gouvernement à prendre les mesures de sécurité nécessaires pour protéger le processus électoral.

Le taux de participation électorale est important pour les élections, et on dénombre 9,6 millions d'inscrits. La participation pourrait souffrir des conditions de sécurité, mais aussi du désintérêt global des électeurs et électrices. Grâce à nos bureaux locaux, nous avons le sentiment que l'intérêt que suscite l'élection n'est pas aussi fort qu'il pourrait l'être. Cela pourrait en partie s'expliquer par la plus grande attention générée par le processus de paix, mais aussi par le fait que les campagnes, qui ont débuté le 28 juillet, n'ont pas pris leur plein essor. J'appelle les citoyens afghans à exercer leur droit de vote. Les organismes électoraux et les candidats doivent eux aussi inviter les gens à se rendre aux urnes.

Un autre obstacle à la crédibilité du scrutin réside dans la question de la fraude et des irrégularités, qui implique la nécessité garantir des conditions égales à tous les candidats et candidates. À cet égard, je tiens à souligner que même les meilleurs préparatifs du point de vue technique ne peuvent remplacer l'engagement politique de respecter les règles du jeu et d'accepter les résultats de l'élection. Candidats, partis politiques, société civile et médias – tous ont la possibilité de déployer des observateurs pour surveiller le processus le jour du scrutin. J'appelle donc toutes les parties prenantes à obtenir l'accréditation nécessaire auprès de la Commission électorale indépendante afin d'être représentées dans tous les bureaux de vote. J'exhorte également tous les acteurs à s'abstenir de prendre des mesures susceptibles de donner à un candidat quelconque un avantage indu ou de remettre en question la légitimité

et la crédibilité du processus. J'encourage toutes les parties prenantes à saisir les organes compétents, y compris la Commission du contentieux électoral, des cas de violations présumées.

Pour les candidats et personnalités politiques, le choix le plus difficile, après le scrutin, sera d'accepter la défaite, mais c'est là une preuve suprême de sagesse politique dans un processus démocratique. Tous les efforts techniques et opérationnels sont en place pour que l'élection présidentielle soit crédible. J'appelle donc, j'exhorte même, tous les candidats et leurs partisans à respecter le processus démocratique afin de parvenir à un résultat acceptable pour le peuple et le pays.

Les efforts en faveur de la paix devraient s'accompagner d'une réduction de la violence. Pourtant, la violence s'est intensifiée ces derniers jours. Les attaques récentes perpétrées par les rebelles à Konduz, Baghlan et Farah et, surtout, les multiples attaques menées à Kaboul, sont très préoccupantes. L'escalade de la violence ne saurait se justifier par le fait que l'on cherche à se mettre en position de force en vue des négociations. Les parties au conflit doivent réduire les niveaux de violence et le nombre de victimes civiles afin de démontrer qu'elles cherchent sérieusement à réaliser la paix.

Je suis très préoccupé par le nombre toujours élevé de victimes civiles de ces attaques. Je dois en particulier souligner que le fait de prendre délibérément pour cible des civils est extrêmement préoccupant et qu'il s'agit là d'un crime de guerre. Le nombre croissant de civils tués au cours des opérations de recherche et des frappes aériennes est également préoccupant. J'exhorte toutes les parties à revoir la manière dont elles mènent leurs opérations afin de protéger les civils et de minimiser les dommages.

À cet égard, je suis très préoccupé par le fait que l'État islamique d'Iraq et du Levant-Khorassan continue de nuire aux civils, preuve de son intention déterminée et persistante d'étendre son influence.

Alors que la recherche de la paix se poursuit, n'oublions pas les millions de personnes en Afghanistan qui subissent les conséquences du conflit. Des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales travaillent actuellement dans 331 des 400 districts du pays, notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'éducation et de la santé. Leur accès et leur champ d'action offrent une aide

à court terme, ainsi que les éléments constitutifs d'un avenir meilleur.

En même temps, il n'est jamais trop tôt pour commencer à réfléchir à la manière d'aider ceux qui recherchent la paix, et de les aider également pendant les négociations de paix. La communauté internationale a déjà entrepris une étude sur l'assistance à fournir après l'établissement de la paix, menée par la Banque mondiale en collaboration avec l'ONU et des pays comme le Royaume-Uni. L'assistance internationale et l'engagement mutuel en faveur de l'Afghanistan, depuis la réunion ministérielle de Tokyo en 2012 jusqu'à celles de Londres, Bruxelles et Genève, devront être revus afin de répondre aux nouvelles exigences et situations découlant de la paix. L'ONU, en tant que coprésidente de la Conférence ministérielle de Genève de 2018, est consciente de la nécessité de travailler vigoureusement dans ce domaine, et nous sommes prêts à collaborer avec le ou la coprésident(e) de la Conférence ministérielle de 2020, qui n'a pas encore été choisi(e).

Je ne saurais trop insister sur l'importance de faire progresser les efforts en faveur de la paix, en particulier le début des négociations intra-afghanes. Des exemples tirés des négociations de paix passées dans le monde entier montrent que plus la perspective de pourparlers de fond se concrétisera, plus les défis augmenteront. Les dernières étapes menant au début des pourparlers intra-afghans deviennent plus difficiles et exigent de procéder avec prudence. Elles exigent notre coopération à tous. L'ONU salue les efforts déployés par toutes les parties concernées pour que soient engagés des pourparlers directs entre la République islamique d'Afghanistan et les Taliban, et l'ONU continuera de soutenir ces efforts.

**Le Président** (*parle en russe*) : Je remercie M. Yamamoto de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Fedotov.

**M. Fedotov** (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner l'occasion de faire un exposé au Conseil de sécurité sur le travail réalisé par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) pour aider l'Afghanistan à promouvoir la paix, la sécurité, l'état de droit et le développement durable.

La situation dans le pays en ce qui concerne la production et le trafic de drogues, ainsi que la criminalité transnationale organisée, reste complexe. Les insurgés et d'autres acteurs non étatiques contrôlent les zones de culture du pavot à opium et en retirent des centaines de millions de dollars. Les problèmes persistants que posent

les stupéfiants, la criminalité économique et financière, la corruption, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme continuent de compromettre la stabilité du pays. Ces crimes ont un impact extrêmement négatif sur les objectifs macroéconomiques du Gouvernement, à savoir l'inclusion financière, la création d'emplois, une croissance robuste tirée par le secteur privé et des recettes intérieures stables.

Néanmoins, nous pouvons également annoncer de bonnes nouvelles. L'ONUDC collabore actuellement avec le Gouvernement afghan pour mettre la dernière main à *l'Enquête sur la production d'opium en Afghanistan 2019*, qui sera publiée en octobre. Nous n'avons pas encore les résultats, mais nous espérons que l'étendue des zones de culture du pavot à opium diminuera par rapport aux niveaux records atteints en 2017 et 2018. Cela peut être dû à une combinaison de facteurs, notamment la saturation du marché, les conditions météorologiques, l'évolution des tendances de consommation, etc. Toutefois, nous devons également reconnaître les efforts déployés par le Gouvernement afghan et d'autres pays de la région, avec l'appui de la communauté internationale. L'ONUDC, notamment par l'intermédiaire de notre bureau à Kaboul, fournit une assistance technique et un renforcement des capacités accrus pour permettre à l'Afghanistan d'apporter des réponses équilibrées, axées sur la santé et les droits, à l'offre et à la demande de drogues, conformément à la déclaration ministérielle adoptée en 2019 par les États Membres à la Commission des stupéfiants en mars.

Des équipes mobiles de détection et des unités de contrôle des précurseurs, mises en place avec l'appui de l'ONUDC, ont saisi l'année dernière quelque 800 kilos d'héroïne, plus de 1,2 tonne d'opium et près de 9 tonnes de haschisch. Elles ont également saisi plus de 7 500 litres d'anhydride acétique, un précurseur. C'est une quantité énorme, suffisante pour produire plus de 3 tonnes d'héroïne.

Parallèlement au renforcement des capacités nationales, l'ONUDC s'est engagé à renforcer la coopération régionale, notamment en établissant un lien entre les initiatives et les plates-formes de coopération régionale et sous-régionale pour lutter contre le trafic de stupéfiants et de précurseurs chimiques. Parmi les mécanismes opérationnels importants figurent l'Initiative triangulaire et sa cellule de planification conjointe, l'initiative Afghanistan-Kirghizistan-Tadjikistan et le Centre régional d'information et de

coordination pour l'Asie centrale, qui envisage d'inclure l'Afghanistan parmi ses membres.

Compte tenu de ces réponses régionales, il convient de noter que le *Rapport mondial sur les drogues* de cette année a montré une baisse du trafic d'opiacés en provenance d'Afghanistan le long de la route du nord de l'Asie centrale vers la Russie. L'ONUDC encourage également la coordination avec d'autres initiatives et mécanismes régionaux, notamment le Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie », l'Initiative du Pacte de Paris, le Conseil commun afghan de coordination et de suivi, notamment.

En outre, le développement alternatif visant à permettre aux agriculteurs de se libérer de la culture illicite de l'opium, ainsi que la prévention et le traitement de l'usage de drogues fondés sur des données factuelles, demeurent essentiels pour les autres composantes de l'ONUDC qui fournissent un appui. Grâce notamment à notre travail de développement alternatif, plus de 8 500 emplois ont été créés et plus de 4 millions de dollars de revenus ont été générés l'an dernier. Je suis heureux de constater que près de 4 200 femmes et filles font partie des personnes employées. Plus de 4 800 contrats sociaux ont été signés avec des bénéficiaires individuels et 26 de ces contrats ont été signés avec des communautés qui ont toutes accepté de s'abstenir de cultiver, produire, transformer et vendre du pavot à opium.

Parallèlement à ces efforts, l'ONUDC intensifie également son appui au Gouvernement afin de remédier aux vulnérabilités à la traite des êtres humains résultant des conflits, conformément aux résolutions 2331 (2016) et 2388 (2017). Pas plus tard que la semaine dernière, nous avons lancé en Afghanistan le Plan d'action mondial pour prévenir et réprimer la traite des personnes et le trafic des migrants, qui sera financé par l'Union européenne et mis en œuvre avec l'Organisation internationale pour les migrations.

Perturber le financement du terrorisme et les liens avec le trafic de drogues et d'autres formes de criminalité organisée demeure un élément prioritaire de l'action de l'ONUDC en Afghanistan. Les efforts déployés par le Gouvernement témoignent de l'engagement politique de haut niveau qu'il ne cesse de manifester pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

L'ONUDC appuie ces efforts et, à la demande du Gouvernement, met l'accent sur les domaines qui présentent le plus de risques. Notre aide se concentre



sur les enquêtes et la perturbation des réseaux de financement des groupes terroristes et de ceux qui sont liés à la criminalité organisée, ainsi que sur le blanchiment d'argent, la corruption et d'autres crimes et délits économiques. Elle englobe également la lutte contre les flux illégaux d'argent liquide en provenance et à destination du pays et l'amélioration de la surveillance des banques et des services de transfert d'argent ou de valeurs.

La communauté internationale a récemment marqué le centenaire de l'indépendance de l'Afghanistan. Cette occasion qui aurait dû être un moment de célébration empreinte d'allégresse a été tragiquement gâchée par les attentats terroristes perpétrés contre des innocents. Je salue la détermination de l'Afghanistan à mettre fin à ces attaques ignobles et félicite le Gouvernement d'avoir créé et coprésidé, avec l'Espagne, le Groupe des Amis des victimes du terrorisme.

L'ONUDC travaille en étroite collaboration avec l'Afghanistan et d'autres partenaires pour mieux comprendre les difficultés auxquelles se heurtent les victimes et apporter son aide grâce à des démarches de justice pénale axées sur les victimes. L'Office demeure fermement résolu à aider l'Afghanistan à relever les défis interdépendants de la drogue, de la criminalité, de la corruption et du terrorisme, et nous comptons sur l'aide de la communauté internationale pour nous aider à mener à bien cette tâche essentielle.

**Le Président** (*parle en russe*) : Je remercie M. Fedotov de son exposé.

Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur Djani.

**M. Djani** (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner l'occasion de présenter au Conseil de sécurité un exposé sur les travaux du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011), ce que je suis heureux de faire conformément au paragraphe 56 de la résolution 2255 (2015).

Je remercie également le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Tadamichi Yamamoto, et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) de l'appui qu'ils ont apporté aux travaux du Comité des sanctions 1988 et de l'assistance qu'ils continuent de fournir à l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions.

Je voudrais en outre remercier l'ancien Président du Comité, l'Ambassadeur Kairat Umarov, du Kazakhstan, du travail et des efforts de son équipe au cours des deux dernières années.

Comme le Conseil le sait, le principal objectif du Comité 1988 est de dissuader les Taliban de continuer à appuyer Al-Qaida et ses affiliés et de décourager les attaques des Taliban contre le Gouvernement afghan, grâce à des mesures telles que le gel des avoirs, l'interdiction de voyager et les embargos sur les armes à l'échelle internationale. Dans le même temps, le Comité 1988, par le biais du régime de sanctions, contribue à créer les conditions propices à la promotion du dialogue entre les Taliban et le Gouvernement afghan, afin d'aboutir à un Afghanistan pacifique et stable.

Nous avons été témoins de mesures positives et de nombreux efforts en ce sens, les parties pertinentes ayant tenu une série de discussions avec le lancement du dialogue intra-afghan à Moscou en février, qui a été suivi d'un deuxième cycle à Doha. Afin d'appuyer ce processus, le Comité 1988 a approuvé, le 6 avril, une dérogation de neuf mois à l'interdiction de voyager, prenant fin au 31 décembre, pour 11 Taliban inscrits sur la liste, afin qu'ils puissent participer aux pourparlers dans l'optique de promouvoir la réconciliation et les perspectives de paix en Afghanistan. La dérogation à l'interdiction de voyager s'accompagnait de la décision d'accorder une dérogation limitée au gel des avoirs pour le financement des voyages concernés. Le Comité appuie sans réserve la dérogation de neuf mois à l'interdiction de voyager accordée aux Taliban inscrits sur la liste pour leur permettre d'assister aux pourparlers en vue de promouvoir les perspectives de paix et de réconciliation en Afghanistan.

En ma qualité de Président du Comité, je rappelle aux États Membres susceptibles d'accueillir le processus de paix l'obligation que leur impose la résolution 2255 (2015) de faire rapport au Comité sur le suivi des voyages effectués et sur les dépenses qui ont été occasionnées. Je voudrais également formuler une mise en garde et exprimer une certaine préoccupation face aux liens étroits qui continuent d'exister entre les Taliban, le Réseau Haqqani et Al-Qaida.

L'inquiétude suscitée par l'alignement général des Taliban sur les groupes terroristes est exacerbée par la poursuite de leur participation à des actes terroristes et leur forte implication dans la culture, la production et le trafic de stupéfiants, qui a de graves répercussions négatives tant en Afghanistan que dans le monde.

Il convient également de noter que, comme le prévoit la résolution 2255 (2015), afin de maintenir une coopération étroite et continue avec le Gouvernement afghan, qui contribuerait à renforcer encore l'efficacité et l'efficience du régime de sanctions, l'Ambassadrice Raz, Représentante permanente de l'Afghanistan auprès de l'Organisation des Nations Unies, et l'Ambassadeur Hamdullah Mohib, Conseiller pour la sécurité nationale de l'Afghanistan, ont informé le Comité le 12 mars des progrès enregistrés dans le processus de paix.

Bien qu'il existe des structures et des cadres pour la mise en œuvre du régime de sanctions du Comité 1988, l'efficacité de cette mise en œuvre dépend non seulement des acteurs nationaux, mais également des acteurs régionaux et internationaux. C'est pourquoi le Comité encourage les États Membres à jouer un rôle plus actif en lui fournissant des informations qui l'aideraient à tenir la liste des sanctions aussi à jour que possible et à lui apporter leur concours afin d'améliorer l'efficacité des mesures de sanctions.

Je voudrais également saisir cette occasion pour rappeler aux membres que le Conseil de sécurité, par sa déclaration du Président S/PRST/2017/15, a décidé que l'application des mesures énoncées dans la résolution 2255 (2015) ne nécessitait aucun ajustement à ce stade-là.

Par ailleurs, je voudrais rappeler au Conseil que le mandat de l'Équipe de surveillance a été prorogé pour la dernière fois en 2015 par la résolution 2255 (2015) et doit expirer en décembre. Entre-temps, dans le cadre du régime de sanctions imposé par le Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés, la résolution 2368 (2017) a prorogé les travaux de l'Équipe de surveillance jusqu'à décembre 2021. Il est donc impératif que le Conseil de sécurité envisage de faire de même s'agissant des travaux menés par cette dernière dans le cadre de son mandat relatif aux sanctions contre les Taliban, afin que son calendrier soit aligné sur celui du Comité 1267.

Enfin, le Comité se réjouit à la perspective de poursuivre son étroite collaboration avec la MANUA, le Gouvernement afghan et les États de la région pendant ma présidence du Comité 1988 en 2019 et 2020.

**Le Président** (*parle en russe*) : Je remercie l'Ambassadeur Djani de son exposé.

Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Afghanistan.

**M<sup>me</sup> Raz** (Afghanistan) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord vous féliciter, Monsieur le Président, ainsi que votre délégation, de votre accession à la présidence du Conseil pour le mois de septembre. Nous vous remercions d'avoir organisé la séance d'aujourd'hui sur la situation en Afghanistan. Cette séance intervient à un moment crucial, alors que nous préparons notre élection présidentielle et continuons de déployer des efforts pour parvenir à une paix durable.

Je voudrais également saluer la présence de l'Ambassadeur Yamamoto, Représentant spécial du Secrétaire général, parmi nous aujourd'hui et le remercier de son exposé détaillé sur la situation actuelle en Afghanistan.

Alors que nous nous réunissons, mon pays franchit une nouvelle étape historique sur la voie du renforcement et de l'institutionnalisation de la démocratie. Plus tard ce mois, les Afghans de tous horizons exerceront leurs droits constitutionnels en votant pour élire leur président dans le cadre d'un processus démocratique. Ils attendent avec impatience cet important événement national pour défier une fois encore la terreur et l'extrémisme, déterminer leur destin politique et assurer l'avenir du pays.

Le Gouvernement afghan aborde les élections en ayant pris l'engagement ferme et sans précédent de garantir un processus transparent, libre, crédible et inclusif, comme le réclame notre peuple. Les préparatifs des prochains scrutins suivent leur cours, conformément au calendrier électoral de la Commission électorale indépendante. Le Gouvernement ne ménagera aucun effort pour assurer la sécurité des électeurs et mettra en place toutes les mesures nécessaires afin d'assurer le processus le plus efficace.

À cette fin, des bureaux de vote ont été ouverts dans tout le pays et, pour la première fois, les listes électorales sont disponibles en ligne; la vérification biométrique sera utilisée parallèlement aux listes imprimées. Environ 72 000 membres des forces de sécurité ont été affectés pour assurer la sécurité des électeurs. Sur ces 72 000 membres, près de 9 900 agentes de sécurité seront chargées de la sécurité des bureaux de vote réservés aux femmes. Ces élections témoignent en outre de la volonté de l'Afghanistan de prendre en main le processus de renforcement de l'état de droit et de la démocratie. En effet, pour la première fois, le

Gouvernement s'est engagé à assumer une grande partie du coût des élections en allouant 90 millions de dollars à ce processus.

En dépit de nombreux menaces et défis en matière de sécurité, le peuple afghan est déterminé à organiser les élections et à y participer. En déposant leur bulletin de vote dans l'urne, les Afghans de divers milieux démontreront une fois de plus leur ferme détermination à avancer sur la voie de la stabilité, de la démocratie et de la prospérité. L'Afghanistan veut aller de l'avant, et non faire marche en arrière. Nous devons respecter la volonté du peuple afghan et nous ne devons pas préjuger de la crédibilité du scrutin ou remettre en question ou sous-estimer la participation. Les Afghans ont prouvé à maintes reprises qu'en dépit des menaces à la sécurité et des attaques des Taliban, ils sont prêts à participer aux élections et à l'avenir de leur pays. Le peuple afghan toujours attaché une grande importance à la paix et aux élections.

Je demande au Conseil et à tous nos partenaires et alliés internationaux d'appuyer le peuple afghan dans sa quête de la démocratie, comme ils l'ont toujours fait. Le Conseil doit également faire appel aux pays à même d'exercer une influence sur les Taliban, afin de respecter les aspirations de tous les Afghans en faisant en sorte qu'ils ne soient pas attaqués le jour du scrutin.

La paix figure également au premier rang des priorités du Gouvernement afghan. Le Président Ghani a jeté les bases d'un processus de paix avec les Taliban, soigneusement conçu et responsable, grâce à différentes initiatives au cours des deux dernières années. Je parle notamment de l'annonce de pourparlers de paix sans conditions, l'application d'un cessez-le-feu et la libération des prisonniers pendant les fêtes de l'Eid l'an dernier. Ces mesures ont été renforcées par la tenue d'une importante *loya jirga* consultative pour la paix en avril, au cours de laquelle 3 000 délégués de tout le pays ont adopté une déclaration dans laquelle a été présentée une feuille de route pour la paix.

Le Gouvernement afghan a accueilli avec satisfaction toutes les initiatives internationales à l'appui de nos efforts de paix qui déboucheront sur une paix durable, dans la dignité, et qui permettront de préserver les acquis que nous avons obtenus grâce à nos efforts collectifs, notamment le renforcement de la République et des droits constitutionnels des femmes. Le peuple afghan a également insisté sur le fait que les Taliban doivent donner la preuve de leur attachement véritable et sincère à la paix en mettant fin à la violence

et en participant à des pourparlers de paix directs avec le Gouvernement afghan.

Comme toujours, le Gouvernement afghan demeure engagé en faveur de pourparlers de paix sur la base de principes communs, conformément aux exigences et aux attentes de tous les Afghans, dans tout le pays. Tout accord potentiel doit être entériné par les Afghans et permettre de mettre en œuvre le mandat qu'ils ont formulé à cet égard, à savoir un cessez-le-feu immédiat, une paix et une stabilité durables et la préservation des acquis et des réalisations de ces 18 dernières années, notamment les valeurs démocratiques, la République et en particulier, les droits des femmes, comme le prévoit notre Constitution.

Nous ne pouvons pas faire abstraction du rôle et de la participation non négligeables des femmes en Afghanistan. Nos femmes, en tant qu'agents de changement et symboles de résilience, jouent un rôle primordial dans le développement politique, social et économique du nouvel Afghanistan. Elles ont le droit légitime de participer activement à toutes les négociations et décisions.

Je voudrais également saisir cette occasion pour remercier une fois de plus la Vice-Secrétaire générale, M<sup>me</sup> Amina Mohammed, et la délégation onusienne de haut niveau qui l'a accompagnée, pour leur visite en Afghanistan en juillet, dans le cadre du programme concernant les femmes et la paix et la sécurité. Elle a reconnu les réalisations des femmes afghanes et a repris à son compte leur vif appel au Conseil de sécurité en faveur d'une paix qui protège leurs droits durement acquis, réaffirmant ainsi l'engagement ferme de l'ONU à appuyer nos femmes et les progrès qu'elles ont réalisés au sein de notre société. Au nom de toutes les femmes afghanes, je la remercie de son soutien et de son engagement sans faille.

La guerre prolongée contre le terrorisme international, à laquelle nous continuons de payer un lourd tribut, est l'un des principaux obstacles à la stabilité et à l'autonomie de l'Afghanistan. Les Taliban et les groupes terroristes internationaux poursuivent leurs attaques contre des cibles civiles, semant l'horreur et la peur. Ils mettent en outre en danger les civils et l'infrastructure civile en les utilisant comme boucliers pendant leurs opérations. Par ailleurs, les Taliban continuent de faire preuve d'hostilité contre les travailleurs humanitaires et de proférer des menaces à l'encontre des journalistes. Nous appelons les Taliban à mettre fin à cette violence insensée, à faire preuve



d'un véritable engagement en faveur de la paix et à respecter l'engagement qu'ils ont pris à la conférence de paix intra-afghane de Doha, lorsqu'ils ont déclaré qu'ils allaient réduire à zéro les pertes civiles.

Contrairement à cet engagement, un attentat odieux et lâche a pris pour cible une salle de mariage à Kaboul le 17 août, faisant plus de 70 morts et 180 blessés, tous des civils. Cet attentat a été suivi par les attentats du 19 août à Jalalabad, pendant la célébration du Jour de l'indépendance, dans le Village vert à Kaboul, et par l'attentat du 5 septembre, qui ont fait un grand nombre de victimes civiles.

D'autres attaques ont également été menées la semaine dernière à Konduz et à Pol-e Khomri, mais ont été repoussées par les Forces nationales de défense et de sécurité afghanes. À cet égard, je tiens à souligner que nos forces, en tant que véritables alliées dans la guerre contre le terrorisme, sont en première ligne de la lutte contre le terrorisme international, qu'ils mènent sans peur et en faisant des sacrifices au quotidien. Nous devons tous leur rendre hommage et leur apporter notre appui pour leur courage.

Dans le droit fil des efforts déployés pour vaincre les groupes terroristes sur le plan militaire, nous nous employons également à réduire leurs capacités opérationnelles, notamment en nous attaquant aux sources de financement qui pourraient provenir du produit des opérations liées aux stupéfiants. À cette fin, nous avons mené des opérations de lutte contre les stupéfiants dans tout le pays, en saisissant des tonnes de drogues illicites et en détruisant des centaines d'installations de traitement de la drogue.

Parmi les autres mesures prises, on peut citer le renforcement de la sécurité dans les aéroports et aux points de passage frontaliers afin de détecter et de décourager tous les trafics. Ces mesures ont permis d'arrêter des personnes impliquées dans le trafic de drogue, et notre système judiciaire est résolu à faire en sorte qu'elles répondent de leurs actes. Toutefois, nous devons examiner la question de la lutte contre les stupéfiants dans un contexte plus large, notamment en tenant compte de la demande dans la chaîne d'approvisionnement, et l'aborder comme une question régionale. Nous devons également envisager d'adopter une stratégie régionale de lutte contre les stupéfiants.

Le Gouvernement est déterminé à faire de l'Afghanistan un pays autonome, un centre de connectivité régionale et de coopération mondiale, économique et

régionale. J'en veux pour preuve la mise en œuvre de plusieurs mégaprojets régionaux, qui rapportent déjà des dividendes économiques dans notre pays et au-delà. L'essor des échanges commerciaux, des investissements, des infrastructures et du développement découlant de ces projets, associé à d'autres initiatives qui ont également permis de renforcer les efforts régionaux en matière de sécurité, notamment le Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie », atteste de la voie sur laquelle ce nouvel Afghanistan s'est engagé en tant que centre régional de coopération et d'amitié.

Les progrès accomplis ces 18 dernières années ont permis l'émergence d'une jeune génération engagée, qui continue de prendre en charge l'avenir de son pays. Il s'agit d'hommes et de femmes qui travaillent dans le secteur privé en tant que leaders innovateurs et prospères ou entrepreneurs, ou encore en tant que fonctionnaires loyaux et dévoués au sein du secteur public. Les femmes ont notamment atteint de nouveaux sommets en occupant des postes de direction dans différents ministères.

Nous remercions l'ONU et nos partenaires internationaux de l'appui qu'ils nous ont apporté depuis 2001, en soutenant le relèvement de notre pays et l'esprit de cette nouvelle génération. Le travail accompli par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), le Conseil de sécurité et les autres organes de l'Organisation atteste du rôle que l'ONU et la communauté internationale ont joué pour nous aider à arriver à ce stade. Alors que nous ouvrons un nouveau chapitre de notre histoire moderne et que nous sommes confrontés à de nouveaux défis, nous devons renouveler notre engagement et resserrer nos liens.

À cet égard, nous espérons que le mandat de la MANUA sera complètement renouvelé et qu'il mettra l'accent sur les questions prioritaires essentielles pour l'avenir de l'Afghanistan en vue de parvenir à un accord de paix durable et viable, mais aussi de garantir le développement du pays à la suite du conflit. Le nouveau mandat doit tenir compte de l'évolution de la situation du pays. Nous espérons que le mandat sera prorogé pour une période d'un an au minimum.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer la gratitude de l'Afghanistan au Conseil pour le travail inlassable qu'il accomplit pour ce qui est de nous aider à progresser vers la stabilité et la paix. Nous restons concentrés sur les défis qui nous attendent. Nous comptons sur le soutien du Conseil et de nos partenaires internationaux pour relever ensemble ces défis. Dans ce contexte, le Conseil peut compter sur le ferme engagement de l'Afghanistan, en

tant que partenaire, à défendre l'état de droit, à respecter les règles et obligations internationales et à promouvoir les valeurs de paix et de solidarité internationale.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Avant de donner la parole aux membres du Conseil, je voudrais les informer que je devrai m'absenter tout à l'heure pour présenter le rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale (A/73/2). Il s'agit du rapport que nous avons approuvé. M. Safronkov présidera la séance en mon absence.

*(l'orateur poursuit en russe)*

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

**M. Heusgen** (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir programmé le débat d'aujourd'hui. Il tombe à point nommé. Nous avons tous suivi les événements de ces derniers jours, notamment l'annulation, ou du moins l'interruption, des pourparlers de paix conduits par les États-Unis. M. Cohen nous éclairera certainement à ce sujet. Malgré cette annulation ou interruption, nous devons déterminer où nous en sommes aujourd'hui par rapport à l'année dernière. L'année dernière, il n'y avait pas de véritable processus politique. Aujourd'hui, il y a des promesses d'un processus politique digne de ce nom, grâce aux efforts du Gouvernement afghan, de la société civile afghane, de l'opposition, des États-Unis et du Qatar, entre autres.

Je vais répéter ce que M. Yamamoto a dit en début de séance : il n'y a d'autre choix qu'une solution politique. Nous devons tout mettre en œuvre pour reprendre la voie politique et faire en sorte que les négociations soient intra-afghanes, que le Gouvernement afghan, l'opposition politique, la société civile et les parties prenantes afghanes clefs y participent. Nous devons travailler très durement et avec détermination pour y parvenir. Nous devons faire montre de patience. Nous devons réunir les conditions propices et, à cet égard, je voudrais me faire l'écho de ce que vient de dire l'Ambassadrice afghane au sujet des attentats ignobles que les Talibans ont perpétrés ces derniers jours et ces dernières semaines en Afghanistan, qui ont tué tant de civils. Ces attentats doivent cesser si nous voulons créer les conditions favorables.

L'Allemagne reste attachée à l'Afghanistan. Nous sommes le deuxième plus grand donateur et fournisseur de contingents. En juillet dernier, en marge des pourparlers de Doha, l'Allemagne et le Qatar ont

lancé un dialogue intra-afghan. Nous sommes disposés à le poursuivre. L'inclusion des femmes a constitué un trait spécifique de ce dialogue. Nous estimons que la participation pleine et effective des femmes au processus de paix et, dans l'ensemble, à la prise de décisions en Afghanistan à tous les niveaux – local, national et régional – est essentielle, tout comme leur leadership. En outre, je voudrais me faire l'écho de ce que l'Ambassadrice afghane a dit au sujet de la Vice-Secrétaire générale. Son voyage en Afghanistan en juillet a envoyé un signal très fort et très positif.

Je voudrais aussi souligner un des nombreux points que j'ai retenus de l'intervention de M. Fedotov. Avec les moyens dont il dispose, la création d'emplois pour les femmes est très importante. Comme l'a dit l'Ambassadrice, les femmes sont des agentes de changement et de résilience en Afghanistan.

Un processus de paix durable doit être mis en place. Là encore, je voudrais me faire l'écho des remarques de M. Yamamoto. Pour assurer la continuité et la stabilité des institutions publiques et de la Constitution afghane, toute solution future doit respecter les droits de l'homme, en général, et les droits et les libertés des femmes, en particulier. En tant que membre du Conseil, nous avons un rôle très important à jouer dans la communication de ces idées et de nos attentes.

Pour éviter un vide constitutionnel, il est très important que l'élection présidentielle du 23 septembre se déroule de manière équitable, transparente et démocratique. Ce que nous avons appris aujourd'hui de l'Ambassadeur Yamamoto et de l'Ambassadrice Raz au sujet de l'élection est encourageant. Il y a certains risques, mais l'élection a été bien préparée.

Je voudrais soulever un point précis qui nous tient particulièrement à cœur : les effets des changements climatiques en Afghanistan. Les effets des changements climatiques sont tangibles. Il y a des sécheresses sans précédent et des crues soudaines. Les effets ont été dévastateurs dans le pays. C'est un facteur supplémentaire qui déstabilise le pays et a des répercussions sur les conditions de sécurité. Toutes les parties prenantes doivent tenir compte de ce facteur et prendre les mesures qui s'imposent. Cela a peut-être un effet positif. Cette question s'adresse à M. Fedotov. Quel est l'impact de la sécheresse sur la culture du pavot?

Nous, mon ami l'Ambassadeur indonésien et moi-même, sommes les co-rédacteurs du projet de résolution sur la Mission d'assistance des Nations Unies

en Afghanistan (MANUA). Nous estimons avoir besoin d'un mandat solide qui corresponde aux attentes du peuple afghan, comme vient de le dire l'Ambassadrice afghane. Compte tenu de la situation actuelle marquée par l'interruption des pourparlers de paix, nous devons rassurer le peuple afghan. Nous devons adresser le message que la communauté internationale est déterminée à rester présente et engagée aux côtés du peuple afghan. J'exhorte tous les membres du Conseil de sécurité à donner priorité à l'Afghanistan et à la MANUA et à être prêts à faire des compromis.

**M. Djani** (Indonésie) (*parle en anglais*) : Nous remercions à notre tour le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), l'Ambassadeur Yamamoto, et M. Yury Fedotov de leurs exposés. Nous félicitons également toute l'équipe de la MANUA, ainsi que les travailleurs humanitaires, pour leur travail courageux et inlassable.

L'Indonésie voudrait souligner trois points.

Premièrement, les problèmes de sécurité sont préoccupants et le nombre élevé de victimes civiles est inacceptable. Pour l'Afghanistan, une victime, c'est déjà trop. L'Indonésie fait écho aux appels lancés par les Afghans pour qu'il n'y ait aucune victime civile. Cela implique également une protection totale du personnel humanitaire. Quelles que soient leurs divergences politiques, toutes les parties prenantes afghanes doivent veiller à ce qu'aucun mal ne soit fait au peuple, qui a déjà tant souffert dans sa quête d'une patrie pacifique et prospère. La violence et les attaques doivent cesser. La paix ne doit pas être instaurée aux dépens des civils.

Nous appelons à un cessez-le-feu dans tout l'Afghanistan. Nous sommes aussi alarmés par la multiplication des attaques et par le fait que l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) profite de la situation instable. L'attentat perpétré contre une salle de mariage à Kaboul, en août dernier, fut un rappel atroce du danger que représente l'EIIL et de l'impératif d'être tous unis contre les vils desseins de l'EIIL et d'autres groupes terroristes. L'Indonésie condamne avec fermeté cet attentat. En tant que co-rédacteur des résolutions sur l'Afghanistan aux côtés de l'Allemagne, l'Indonésie apportera sa contribution, notamment en proposant de manière proactive des déclarations du Conseil de sécurité à la presse sur ces événements ignobles, auxquels la communauté internationale doit s'opposer résolument.

Deuxièmement, il faut tout mettre en œuvre pour faire progresser un processus de paix crédible. Nous souscrivons au rapport du Secrétaire général (S/2019/703), qui met l'accent sur la recherche d'un règlement négocié. À cet égard, nous nous félicitons des divers efforts actuellement déployés. L'Indonésie espère que tous ces efforts permettront d'entamer immédiatement des négociations de paix sans exclusive dirigées et contrôlées par les Afghans, avec la participation des femmes. Nous accueillons également avec satisfaction la déclaration de l'Ambassadrice Raz concernant le rôle des femmes en Afghanistan. L'Indonésie continue d'attacher une grande importance à la participation des femmes aux négociations de paix, et elle étudie diverses initiatives à cet égard. Les progrès durablement acquis en matière de droits des femmes ne doivent pas être anéantis. Les entités concernées, y compris la MANUA, doivent en avoir conscience. Nous prenons également note de la formation d'une équipe de 15 personnes chargées de représenter le Gouvernement dans les négociations, dont les membres sont originaires de tous les milieux.

Troisièmement, une élection présidentielle libre et équitable, ainsi que le développement, sont capitaux. Nous accueillons avec satisfaction les préparatifs de la prochaine élection présidentielle avec l'appui de la MANUA. Le nombre provisoire de personnes inscrites sur les listes électorales, à savoir 9,6 millions d'Afghans, témoigne de leur détermination dans le contexte d'un processus démocratique qui pourrait changer leur destin. Nous appelons à l'organisation d'une élection transparente, crédible, libre et régulière, et nous espérons que cette élection se déroulera à la date prévue. Nous appuyons l'appel du Représentant spécial Yamamoto à préserver la paix durant le processus électoral et à s'abstenir de menacer les civils.

Nous sommes également conscients des nombreux problèmes auxquels sont confrontées les autorités afghanes dans le processus d'édification de leur nation. Nous appuyons l'action que mène le Gouvernement pour lutter avec vigilance contre la corruption afin que les gains économiques puissent être répartis équitablement dans l'intérêt du peuple afghan.

De son côté, l'Indonésie s'emploie sans relâche à garantir le bien-être de ses frères et sœurs afghans. Nous apportons notre concours au processus de paix afghan, au renforcement des capacités des fonctionnaires afghans par l'intermédiaire de divers programmes et, en tant que corédacteur, nous appuyons les travaux de la MANUA. Je me fais l'écho de ce qu'a dit l'Ambassadeur

de l'Allemagne, en exprimant l'espoir que le projet de résolution à venir sur le renouvellement du mandat recevra l'appui de tous. Ce projet de résolution devra être axé sur le processus politique et les préoccupations sécuritaires les plus immédiats en Afghanistan, avec pour point central le mandat de la MANUA. Il pourrait définir la trajectoire de l'aide que fournira le Conseil de sécurité au peuple afghan en cette période cruciale. Nous ne devons pas oublier que l'intérêt du peuple afghan doit être prioritaire.

**M. Pecsteen de Buytswerve** (Belgique) : La Belgique soutient l'intervention qui sera faite par l'observateur de l'Union européenne.

Je voudrais tout d'abord remercier l'Envoyé spécial Yamamoto pour son exposé, ainsi que M. Fedotov et l'Ambassadeur Djani.

Nous restons convaincus de la nécessité des pourparlers de paix. Malheureusement, nous devons constater que ces pourparlers se déroulaient dans un contexte de multiplication d'attentats terroristes extrêmement meurtriers. Utiliser les vies d'enfants, de femmes et d'hommes comme moyen de pression dans les négociations est inacceptable. On ne peut tenir la plume pour signer un accord de paix dans une main et une bombe dans l'autre.

La population afghane mérite, après des années de conflit, une paix durable et un accord de paix qui soit acceptable pour le peuple afghan et pour son gouvernement. Nous appuyons pleinement le rôle central du Gouvernement afghan dans le processus de paix et appelons les Taliban à s'engager dans les pourparlers avec le Gouvernement ainsi qu'à contrôler leurs effectifs afin de mettre fin à toutes les attaques.

Un accord de paix durable doit à tout prix préserver les acquis en termes de droits des femmes. Il serait manifestement injuste de sacrifier les progrès réalisés dans ce domaine. Aussi nous soulignons l'importance d'une participation significative et égale des femmes au processus de paix et accordons dans ce cadre une attention particulière à la mise en œuvre de la nouvelle phase du Plan d'action national afghan relatif à la résolution 1325 (2000). La Belgique, quant à elle, soutient l'exécution de ce plan d'action à travers une contribution à ONU-Femmes.

La Belgique soutient pleinement la tenue d'une élection présidentielle crédible, libre et équitable. Cela renforcera la légitimité des institutions de l'État et ouvrira la voie au dialogue intra-afghan. Une forte

participation à l'élection sera cruciale afin que celle-ci reflète la volonté démocratique du peuple afghan. Dans ce cadre, nous condamnons fermement les attaques annoncées par les Taliban et d'autres contre le processus électoral. Les attaques contre les écoles et les hôpitaux sont particulièrement odieuses. Nous encourageons le Gouvernement à respecter ses engagements au titre de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles et à prendre donc toutes les mesures pour protéger celles servant de centres de vote pendant les élections. Nous rappelons également l'importance de maintenir des conditions égales pour tous les candidats et toutes les parties prenantes.

La Belgique reste très préoccupée par le nombre élevé de victimes civiles et par le nombre croissant de personnes déplacées, à la fois à cause du conflit et de la sécheresse. Nous réitérons l'obligation pour toutes les parties de respecter le droit international humanitaire et de prendre des mesures immédiates pour prévenir les pertes civiles. La multiplication des attaques contre les travailleurs humanitaires est inadmissible, elle prive les communautés les plus vulnérables de l'accès à une assistance essentielle. Nous condamnons également l'utilisation aveugle d'engins explosifs improvisés.

Nous condamnons fermement toutes les violations et les abus commis à l'encontre d'enfants en Afghanistan, et déplorons le nombre record de victimes mineures l'année dernière. Nous attendons avec impatience le prochain rapport du Secrétaire général sur la situation des enfants dans les conflits armés en Afghanistan et comptons sur le Conseil pour qu'il prenne des mesures énergiques à cet égard. Le traitement des détenus, y compris des mineurs d'âge, nécessite notamment une attention soutenue.

Avant de terminer, je voudrais réaffirmer la détermination de la Belgique à appliquer le régime de sanctions du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011) afin de dissuader les Taliban de soutenir Al-Qaida et ses affiliés et de décourager les attaques contre le Gouvernement afghan. Nous faisons écho à l'appel lancé par le Président du Comité aux États Membres pour qu'ils fournissent des informations permettant de maintenir la liste des sanctions aussi à jour que possible et d'aider le Comité à renforcer l'efficacité des mesures de sanction.

Enfin, je tiens à reconnaître le rôle crucial joué par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et tous les organismes des Nations Unies pour soutenir la paix, la prospérité et la promotion des droits humains



en Afghanistan. La Belgique, quant à elle, poursuit son engagement en faveur de l'Afghanistan en participant à la mission Soutien résolu de formation de l'armée afghane et en contribuant financièrement au fonds d'affectation spéciale pour l'Armée nationale afghane.

**M. Cohen** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant spécial Yamamoto, le Directeur exécutif Fedotov et l'Ambassadeur Djani de leurs exposés, ainsi que l'Ambassadrice Raz de sa présentation aujourd'hui.

Les États-Unis félicitent la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) du travail acharné qu'elle continue d'accomplir en soutien du peuple afghan.

Nous réitérons toute notre sympathie et à présentons à nouveau nos condoléances aux proches des victimes de l'attaque terroriste perpétrée le 17 août lors d'une cérémonie de mariage à Kaboul par l'État islamique d'Iraq et du Levant-Khorassan. Nous exprimons également notre sympathie aux victimes des récentes attaques commises par les Taliban à Kaboul, dans la province de Kondozi et partout en Afghanistan, notamment les attaques qui ont tué deux soldats américains, un soldat roumain et un diplomate roumain. Leurs sacrifices nous rappellent la nécessité de rétablir la paix et la stabilité en Afghanistan, car un trop grand nombre d'Afghans, de membres des forces de sécurité internationales, de diplomates étrangers et d'autres personnes ont été emportés par cette violence aveugle.

En ce qui concerne le processus de paix, les déclarations faites par le Président Trump et le Secrétaire d'État Pompeo ce weekend et hier parlent d'elles-mêmes; je n'ai rien à y ajouter pour le moment.

Les États-Unis continuent d'appuyer les institutions politiques et électorales afghanes. Nous nous félicitons des conclusions du rapport du Secrétaire général sur la MANUA (S/2019/703), selon lesquelles 9,6 millions de personnes sont inscrites pour voter. Sur un financement de donateur de 59 millions de dollars au total, nous nous sommes engagés à verser 29 millions de dollars au titre de l'élection présidentielle, et nous avons appuyé l'action menée par le Programme des Nations Unies pour le développement pour renforcer les capacités de la Commission électorale indépendante et de la Commission du Contentieux électoral.

Nous continuons d'appuyer avec force le rôle joué par les femmes afghanes dans le progrès économique, politique et social de l'Afghanistan. Les États-Unis

demeurent préoccupés par les niveaux élevés atteints par la culture et la production illicites de stupéfiants en Afghanistan, notamment les opiacés et le problème croissant de l'éphédra. Nous apprécions à sa juste valeur le travail accompli par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, y compris par le Service de la recherche et de l'analyse des tendances, pour continuer d'appeler l'attention des États Membres sur cette question. Nous espérons que la communauté internationale pourra intensifier ses efforts afin de remédier au problème de la drogue.

Enfin, les membres du Conseil le savent, nous sommes en train de négocier un nouveau mandat pour la MANUA. Nous devons veiller à ce que le projet de résolution sur le renouvellement donne à la MANUA des directives claires et précises dans l'exercice de son travail essentiel, en particulier en cette période charnière de l'histoire de l'Afghanistan. Nous sommes foncièrement convaincus que ce mandat est trop important, à l'heure actuelle, pour qu'un membre du Conseil de sécurité s'oppose au consensus au prétexte de motifs qui n'ont rien à voir avec la MANUA. Nous devons tous faire montre de discipline et de volonté politique afin d'axer le mandat sur les questions fondamentales qui donneront à la MANUA les moyens d'appuyer le Gouvernement et le peuple afghans.

Pour terminer, je tiens à exprimer de nouveau ma gratitude à l'ONU et aux autres partenaires internationaux pour leur contribution au renforcement de la légitimité du processus électoral en Afghanistan et leur appui au processus de paix du pays.

**M. Meza-Cuadra** (Pérou) (*parle en espagnol*) : Nous nous félicitons de l'organisation de cette importante séance, et remercions M. Tadamichi Yamamoto, l'Ambassadeur Djani et le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, M. Yury Fedotov, de leurs exposés des plus utiles.

Nous tenons, pour commencer, à condamner les attaques dévastatrices perpétrées la semaine dernière par les Taliban dans diverses régions du pays, exprimer nos condoléances aux familles des victimes et souhaiter un prompt rétablissement aux personnes touchées. Cette menace pour la société civile est d'autant plus préoccupante, dans le contexte électoral actuel, que des attaques sont menées contre des candidats, des agents électoraux et des centres de vote, et des électeurs. Il faut opposer à ces crimes inacceptables une riposte à la hauteur, et les responsables devront subir les conséquences de leurs actes devant la justice.

À l'instar du Représentant spécial, M. Yamamoto, nous pensons que l'Afghanistan se trouve à une jonction cruciale. Non seulement l'élection présidentielle prévue dans quelques semaines déterminera la destinée démocratique du pays, mais elle inaugurera également un nouveau contexte historique et donnera l'occasion de contribuer de manière résolue à la stabilité, à la réconciliation, à une paix pérenne et à la lutte contre la corruption, conformément à la vision élaborée actuellement au titre du Cadre de responsabilité mutuelle de Genève, avec le soutien des Nations Unies.

À cet égard, nous ne saurions manquer de souligner l'importance de faire en sorte que cette élection se déroule conformément au code de conduite qui promeut et encourage les comportements fondés sur le dialogue, la tolérance et le respect mutuel, et qu'elle soit basée sur les enseignements tirés des scrutins précédents. Comme l'a indiqué le Secrétaire général, le processus doit être perçu comme juste, transparent et équitable pour tous les candidats, ce qui signifie qu'il faut éviter d'utiliser les ressources d'État à des fins de prosélytisme.

En ce qui concerne le processus de paix en cours, nous pensons qu'il est crucial que le règlement de la crise actuelle procède pour l'essentiel du dialogue intra-afghan, qu'il soit dirigé sans exclusive, comme le promeut le Représentant spécial, et qu'il puisse compter sur un appui étroit des pays dotés d'une influence. Nous réaffirmons l'importance d'entretenir des négociations directes entre les Taliban et les représentants du Gouvernement, comme l'a affirmé le Président Ashraf Ghani, dans l'optique d'en finir avec la violence.

En juillet dernier, la Secrétaire générale adjointe, Amina Mohammed, a conduit une visite multisectorielle très utile, au cours de laquelle il a été souligné que le processus de paix n'aboutira que s'il est sans exclusive et mené dans le plein respect des droits de tous les Afghans. Nous ne devons pas oublier que la majorité des victimes de la violence sont des femmes et des enfants. C'est pourquoi nous saluons les efforts du Gouvernement pour permettre une promotion et une protection accrues des femmes, ainsi que leur participation aux principales institutions électorales et à la Commission indépendante des droits de l'homme, ainsi que initiatives visant à renforcer leur participation au processus de paix, comme en prennent acte le Plan d'action national afghan pour les femmes et la paix et la sécurité et le Programme d'émancipation économique des femmes.

À la précarité des conditions de sécurité que nous avons évoquée vient s'ajouter la présence des

terroristes de l'État islamique et leur lien avec le trafic de drogues. Il est donc crucial, comme l'a reconnu la récente réunion du Processus d'Istanbul, d'établir une stratégie régionale pour traiter précisément de ce lien entre terrorisme et criminalité organisée dans la région, conformément à la résolution 2482 (2019). Rappelons ici les efforts déployés par le Gouvernement, en association avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, comme l'a indiqué M. Fedotov.

Pour terminer, nous tenons à souligner l'action cruciale dont s'acquitte la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan au regard de tous ces objectifs, en particulier ses efforts pour remédier à la difficile situation humanitaire du pays, notamment en appelant la communauté internationale à redoubler d'efforts pour répondre aux besoins urgents en matière de nourriture et de santé. Nous réaffirmons également notre appui au travail inestimable qu'effectuent le Représentant spécial Yamamoto et son équipe, dont nous appuyons fermement le renouvellement du mandat.

**M<sup>me</sup> Pierce** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Puisque c'est la première fois que je prends la parole sous la présidence russe, permettez-moi de vous féliciter, Monsieur le Président. Vous pouvez compter sur notre plein appui. Je remercie nos collègues polonais de la manière dont ils ont présidé les travaux du Conseil de sécurité au mois d'août. Je remercie également les intervenants d'aujourd'hui, à savoir le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Yamamoto, le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime M. Fedotov, et notre collègue l'Ambassadrice de l'Afghanistan, M<sup>me</sup> Raz.

À l'instar des autres orateurs, je voudrais mettre un accent particulier sur quatre points : la paix, l'élection présidentielle, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) elle-même, et la question des femmes et de la paix et la sécurité.

Comme les orateurs qui m'ont précédée ce matin, je tiens à dire que le Royaume-Uni condamne avec force les attaques perpétrées récemment par les Taliban. Les représentants des Taliban à la conférence tenue dans le cadre du dialogue de paix intra-afghan qui s'est tenue à Doha en juillet se sont engagés à réduire à zéro les pertes civiles, mais les actions des Taliban ne sont pas en adéquation avec les paroles du groupe. De fait, à la veille d'une rencontre historique avec des représentants des États-Unis, les Taliban ont choisi de mener d'autres attaques à Kaboul. L'Ambassadrice afghane les a mises en exergue, mais la liste devant moi fait état d'au moins

cinq attaques depuis le mois d'août. Ce ne sont pas là les actes d'un groupe en quête de paix. À tout le moins, les dirigeants des Taliban doivent condamner la violence lorsqu'elle se produit et s'attacher à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher le reste de leurs satellites de perpétrer des faits de violence. Ils doivent également adopter une position unie, fondée sur la compréhension que la paix est autant dans leur intérêt que dans celui du peuple afghan.

Puisque je parle des Taliban, je saisis l'occasion de répéter ce que le Représentant spécial du Secrétaire général a dit lorsqu'il a exhorté les Taliban à revenir sur leur menace à l'encontre de l'élection. Nous notons que le Président Ghani demeure attaché à des pourparlers de paix directs, et nous partageons avec les autres orateurs le souhait que les négociations intra-afghanes se poursuivent rapidement. Le président Ghani a nommé une équipe de négociation de 15 membres et, pas plus tard que lundi, a déclaré : « Nous sommes prêts pour les pourparlers de paix, mais si les Taliban pensent qu'ils peuvent nous faire peur, il suffit de regarder ces guerriers. Mais sans cessez-le feu, il est impossible d'obtenir la paix. »

Pour qu'il y ait une paix durable en Afghanistan, les Taliban doivent entamer de véritables négociations avec une équipe de négociation afghane inclusive et représentative.

Mon deuxième point concerne les élections. Nous sommes encouragés par ce que le Représentant spécial a dit, à savoir que l'élection est toujours prévue pour le 28 septembre. Je sais d'expérience à Kaboul qu'il y a souvent beaucoup d'histoires autour des élections et beaucoup de craintes qu'elles soient annulées. Par conséquent, ce que le Représentant spécial Yamamoto a pu dire au sujet des élections et des diverses dispositions y afférentes a été très important. Les élections représentent une occasion importante pour le peuple afghan de prendre des décisions sur son avenir à un moment critique. Notre ambassadeur à Kaboul a rencontré ces dernières semaines M<sup>me</sup> Hawa Alam Nuristani, Présidente de la Commission électorale indépendante, et M<sup>me</sup> Zohra Bayan Shinwari, Présidente de la Commission du contentieux électoral. Je pense qu'il est important que le Conseil offre son plein appui aux autorités afghanes pour que l'élection soit crédible, transparente, participative et aussi exempte de violence que possible, et que nous encourageons tous les dirigeants à s'engager pleinement dans le processus démocratique et à prendre position contre la fraude électorale.

Pour en venir à mon troisième point, concernant la MANUA, nous nous félicitons vivement du travail accompli par cette dernière, en particulier en ce qui concerne la coordination de l'appui international pour les élections. Nous espérons qu'elle sera en mesure de poursuivre ce travail au même rythme jusqu'au jour du scrutin et au-delà. D'autres orateurs ont évoqué le mandat de la MANUA, qui doit être renouvelé d'ici le 17 septembre. Nous espérons que tous les membres du Conseil de sécurité seront en mesure d'appuyer un texte qui confie à la MANUA le mandat clair et fort dont elle a besoin pour aider l'Afghanistan en cette période critique.

S'agissant de la question des femmes, que l'Ambassadrice de l'Afghanistan a exposée avec tant d'éloquence, dans tous les cas, le Royaume-Uni demeure attaché à un avenir pacifique et démocratique pour l'Afghanistan. Nous continuerons de travailler avec nos partenaires et les autorités afghanes pour veiller à ce que l'Afghanistan reçoive le soutien dont il a besoin. Il est particulièrement important que l'Afghanistan maintienne les progrès qu'il a réalisés en matière de droits de la personne au cours des dernières années. Les femmes jouent un rôle essentiel dans la société afghane, un fait qui a été souligné par la visite de la Vice-Secrétaire générale en juillet. Le Royaume-Uni continuera d'appuyer la pleine mise en œuvre du plan d'action national de l'Afghanistan pour les femmes et la paix et la sécurité.

Je voudrais terminer en soulignant l'importance vitale de la participation des femmes aux élections, mais aussi à un processus de paix inclusif.

**M. Radomski** (Pologne) (*parle en anglais*) : Je voudrais commencer par exprimer notre gratitude au Représentant spécial Yamamoto pour son exposé complet et instructif. La Pologne apprécie au plus haut point les efforts déployés par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour appuyer la paix et le développement dans le pays, et s'en félicite. Nous remercions également l'Ambassadeur Djani et M. Fedotov, ainsi que l'Ambassadrice Raz, pour leurs interventions éclairantes.

La Pologne s'associe à la déclaration qui sera prononcée ultérieurement par l'observateur de l'Union européenne.

Je voudrais aborder dans mon intervention trois questions que nous jugeons d'une grande importance, à savoir l'élection présidentielle, l'importance du

droit international humanitaire et la sauvegarde des acquis sociaux.

Les jours à venir seront essentiels pour combler les lacunes et tirer les enseignements du processus électoral de 2018. Il est crucial d'assurer la crédibilité et la transparence et de préserver le caractère inclusif du processus politique pendant les préparatifs et la conduite de la prochaine élection présidentielle. Il faut prendre des mesures énergiques et efficaces pour garantir la sécurité, la transparence, la fiabilité et la crédibilité de ce scrutin. Nous exhortons les éléments antigouvernementaux à s'abstenir d'attaquer les bureaux de vote, afin de permettre aux courageux Afghans et Afghanes de participer au processus démocratique. La Pologne réitère son soutien aux Forces nationales de défense et de sécurité afghanes qui assurent la sécurité pendant le processus électoral en étroite coopération avec le personnel de la mission Soutien résolu de l'OTAN. Comme l'élection précédente l'a déjà prouvé, les efforts de renforcement des capacités soutenus par les forces internationales produisent des résultats très positifs et encourageants.

La déclaration présidentielle adoptée par le Conseil le 20 août (S/PRST/2019/8) a réaffirmé la ferme condamnation par le Conseil de sécurité des violations du droit international humanitaire commises par toutes les parties à un conflit armé, où que ce conflit ait lieu. Cette condamnation concerne également la situation que nous connaissons actuellement en Afghanistan, notamment en ce qui concerne les victimes civiles. La Pologne condamne avec la plus grande fermeté les attaques brutales perpétrées par les Taliban contre des civils. Nous exhortons toutes les parties impliquées dans le conflit actuel à respecter le droit international afin de mettre un terme aux violations, aux abus et à l'impunité. Nous condamnons également fermement le refus illégal d'accès à l'aide humanitaire et au personnel humanitaire, ainsi que les attaques délibérées contre le personnel médical et humanitaire, les hôpitaux et autres installations médicales protégées par le droit international humanitaire.

Compte tenu de l'évolution récente de la situation, la Pologne est convaincue que tout processus de paix devrait comporter des mécanismes visant à protéger les intérêts de tous les Afghans, en particulier des femmes, des jeunes et des minorités. Nous tenons à souligner que la paix ne doit pas se faire au détriment des progrès réalisés ces dernières années. La pleine participation de tous les Afghans, en particulier des femmes et des

jeunes, à tous les aspects de la vie sociale, politique et économique doit être préservée. Un règlement pacifique du conflit ne peut se faire au détriment des droits des femmes et des minorités.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer l'appréciation de la Pologne pour le rôle crucial joué par la MANUA et tous les organismes des Nations Unies en appui au peuple afghan. Le processus de négociation en cours sur le mandat de la MANUA devrait nous conduire tous à l'adoption d'une résolution cohérente et significative qui constitue une base solide pour le rôle actif des Nations Unies en Afghanistan. Nous restons déterminés à appuyer la MANUA et les partenaires internationaux pour faire de l'Afghanistan un pays démocratique et auto-suffisant.

**M. Zhang Jun (Chine) (*parle en chinois*) :** Je remercie le Représentant spécial Tadamichi Yamamoto, le Directeur exécutif Yury Fedotov et l'Ambassadeur Djani pour leurs exposés. J'apprécie le travail accompli par eux tous, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011), concernant l'Afghanistan et les Taliban. Je souhaite également la bienvenue à la Représentante permanente de l'Afghanistan, l'Ambassadrice Raz, et la remercie de sa déclaration.

À l'heure actuelle, la situation en Afghanistan est dans une phase critique, avec le compte à rebours des élections, l'avancement parallèle du processus de paix et de réconciliation et les préparatifs électoraux, la situation sécuritaire préoccupante et une situation humanitaire grave. La communauté internationale doit s'acquitter effectivement de ses engagements en continuant d'apporter un appui solide à l'Afghanistan.

Premièrement, il faut aider l'Afghanistan pour que l'élection présidentielle se déroule dans la sécurité et sans heurts. L'élection présidentielle doit avoir lieu ce mois-ci et les préparatifs sont dans leur phase finale. La Chine apprécie le travail et les efforts déployés par l'Afghanistan pour préparer l'élection. Afin de maintenir la stabilité politique et sociale en Afghanistan, la Chine espère que les organes électoraux nationaux tireront parti de l'expérience et des enseignements des élections législatives de l'année dernière pour faire en sorte que toutes les élections se déroulent dans le calme. Nous espérons que la MANUA fournira un appui technique à cet égard.



Nous nourissons l'espoir que les Forces nationales de sécurité afghanes seront préalablement déployées afin de faire face aux problèmes de sécurité qui pourraient survenir pendant les élections. Nous appelons également toutes les factions politiques afghanes à resserrer leur unité et à régler par le dialogue tout différend lié aux élections.

Deuxièmement, il faut aider à promouvoir le processus de réconciliation dirigé et pris en main par les Afghans. La Chine note que la communauté internationale et les pays de la région se sont récemment employés à faire pression sur le Gouvernement afghan pour qu'il engage un dialogue direct avec les Taliban, et nous exhortons les États-Unis et les Taliban à poursuivre leurs négociations et à appliquer les accords. Nous incitons vivement toutes les parties en Afghanistan, y compris les Taliban, à accorder la priorité aux intérêts nationaux et à ceux du peuple, à saisir cette occasion historique, à lancer des négociations interafghanes et à élaborer rapidement un cadre politique qui soit acceptable pour toutes les parties.

Nous espérons que la MANUA continuera d'aider le Gouvernement afghan à faire progresser le dialogue politique intérieur et encourager les Taliban à revenir rapidement à la table des négociations.

Troisièmement, il faut aider l'Afghanistan à renforcer ses capacités en matière de sécurité. La situation sécuritaire demeure précaire en Afghanistan. Les frappes aériennes et les opérations de recherche ont entraîné une forte augmentation du nombre de victimes civiles, les organisations terroristes sont toujours actives et la drogue demeure une source importante de revenus pour elles.

La Chine appelle les contingents étrangers à se retirer de l'Afghanistan de manière ordonnée et responsable et exhorte les États-Unis et les Taliban à honorer leurs engagements en matière de retrait des troupes et de lutte contre le terrorisme. Elle espère que la MANUA continuera d'aider l'Afghanistan à renforcer ses capacités en matière de sécurité. La communauté internationale doit lui fournir une formation, des financements et un appui technique à cette fin et l'aider à lutter efficacement contre la menace du terrorisme, de la criminalité transfrontière et du trafic de drogues.

Quatrièmement, il faut aider l'Afghanistan à réaliser son développement socio-économique et à améliorer ses moyens de subsistance. Le développement économique de l'Afghanistan s'est enrayé ces derniers

temps. Le peuple afghan appelle de ses vœux une amélioration urgente de ses moyens de subsistance. Étant donné que la paix et la stabilité exigent de bonnes conditions socioéconomiques, la Chine engage la communauté internationale à aider l'Afghanistan à tirer parti de ses propres avantages et à participer à la coopération et à l'interconnectivité économiques régionales afin de lui permettre d'atteindre la stabilité et la prospérité aussi rapidement que possible.

La MANUA doit planifier les capacités globales des organismes des Nations Unies en Afghanistan pour aider le Gouvernement et le peuple afghans à éliminer la pauvreté, à améliorer les moyens de subsistance et à surmonter les difficultés résultant de catastrophes naturelles. La communauté internationale doit véritablement honorer ses engagements en matière d'assistance à l'Afghanistan, venir en aide aux Afghans déplacés et améliorer la situation humanitaire des réfugiés afghans dans les pays voisins.

La Chine a toujours appuyé le processus politique afghan et la réalisation rapide d'une réconciliation politique large et sans exclusive. En ce qui concerne les futurs arrangements politiques en Afghanistan, la Chine estime qu'il convient de suivre trois principes : premièrement, il faut assurer une large représentation ouverte à tous afin que tous les partis et groupes ethniques en Afghanistan puissent participer sur un pied d'égalité à la vie politique du pays et à l'exercice du pouvoir; deuxièmement, le terrorisme doit être combattu sans répit pour que l'Afghanistan ne soit plus jamais un sanctuaire pour les organisations terroristes; et, troisièmement, une politique étrangère de paix et de relations amicales doit être poursuivie afin que l'Afghanistan puisse vivre en paix avec les pays du monde, notamment ses voisins, et jouer un rôle constructif dans la paix et la stabilité régionales.

La troisième session du dialogue des Ministres des affaires étrangères de la Chine, de l'Afghanistan et du Pakistan s'est tenue au Pakistan le 7 septembre. À l'issue de cette rencontre, une déclaration conjointe a été publiée et une liste de projets initiaux a été adoptée dans le cadre du mémorandum d'accord trilatéral sur la coopération en matière de lutte contre le terrorisme entre l'Afghanistan, la Chine et le Pakistan. Les Ministres des affaires étrangères des trois pays ont exprimé l'espoir que les négociations interafghanes commenceraient dès que possible et permettraient une cessation complète de la violence. Ils ont souligné la nécessité de parvenir à un accord global dans le cadre

d'un processus de paix inclusif dirigé et maîtrisé par les Afghans, et réaffirmé leur détermination à promouvoir le renforcement de l'interconnectivité dans le cadre de l'initiative « Une Ceinture et une Route », de la Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan et d'autres initiatives économiques régionales. Ils ont par ailleurs déclaré qu'ils ne permettraient à aucune organisation, élément ou individu terroriste d'utiliser leurs territoires respectifs pour mener des activités contre d'autres pays. Cette déclaration reflète la situation actuelle en Afghanistan et revêt une grande importance pour le processus de paix et de réconciliation dans ce pays.

La Chine œuvrera par l'intermédiaire de mécanismes multilatéraux, tels que le Groupe de liaison pour l'Afghanistan de l'Organisation de Shanghai pour la coopération ainsi que le dialogue des Ministres des affaires étrangères de la Chine, de l'Afghanistan et du Pakistan, pour continuer d'appuyer l'Afghanistan dans le cadre de son processus politique et d'autres domaines pertinents. Elle travaillera avec lui à la mise en œuvre du mémorandum d'accord entre leurs deux pays afin de promouvoir ensemble l'initiative « Une Ceinture et une Route », concourant ainsi à la reconstruction du pays et à sa réintégration dans l'économie régionale.

La Chine continuera d'appuyer la MANUA et les autres acteurs concernés afin qu'ils jouent un rôle plus important en Afghanistan. Nous poursuivrons notre contribution en œuvrant de concert avec la communauté internationale en faveur de la sécurité, de la stabilité, du développement et de la prospérité de l'Afghanistan.

**M. Adom** (Côte d'Ivoire) : Je voudrais saluer la tenue de ce débat et remercier M. Tadamichi Yamamoto et M. Yury Fedotov pour leurs présentations fort éclairantes. Je voudrais également remercier l'Ambassadeur Triansyah Djani, Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011), pour la présentation de son rapport, et notre collègue, la Représentante permanente de l'Afghanistan, M<sup>me</sup> Raz, pour les informations fort éclairantes qu'elle vient de nous donner.

À 18 jours de l'élection présidentielle en Afghanistan, la Côte d'Ivoire tient à saluer le travail remarquable effectué par la Commission électorale indépendante à travers l'inscription de 9,6 millions de personnes sur les listes électorales, y compris dans les régions où la situation sécuritaire reste précaire. Elle l'encourage à poursuivre ses efforts en intensifiant la

sensibilisation des électeurs sur le mode d'emploi et les garanties offertes par la machine à voter.

Dans la perspective des scrutins électoraux prévus le 28 septembre, mon pays appelle une fois de plus les acteurs politiques afghans à contribuer à la création d'un environnement pacifique, favorable à la tenue d'élections libres, transparentes et crédibles en dépit des derniers développements relatifs aux pourparlers de Doha. Le contexte sécuritaire, qui reste en effet marqué par la persistance des attentats contre les forces de sécurité et les civils, notamment depuis l'ouverture de la campagne électorale le 28 juillet, est source de préoccupation.

Les échéances électorales constituent sans aucun doute un maillon essentiel de la chaîne d'exigences pour l'édification de la paix et de la stabilité durables en Afghanistan. Elles doivent cependant être concomitantes avec un ensemble d'initiatives visant à forger une approche inclusive du processus de sortie de crise. La Côte d'Ivoire tient donc à saluer la création par le Président Ashraf Ghani d'un Ministère de la paix, outil institutionnel qui renforcera davantage la coordination de l'action gouvernementale dans la mise en œuvre des programmes visant à renforcer la paix et la stabilité, ainsi que la réconciliation nationale et la cohésion sociale.

Mon pays estime à cet égard que, loin de s'exclure, les initiatives du Gouvernement en matière de paix et de sécurité auraient dû être renforcées par la conclusion d'un accord entre les États-Unis et les Taliban, accord qui aurait pu ouvrir la voie à des pourparlers de paix entre ces derniers et les autorités afghanes. Hélas, il semble que doive se poursuivre la comptabilité macabre qui procède des tueries perpétrées par l'opposition armée. Les populations civiles sont celles qui paient le plus lourd tribut à la barbarie, notamment les femmes et les enfants. C'est pourquoi la Côte d'Ivoire condamne avec la plus grande fermeté les attentats qui ont lieu en ce moment, et plus particulièrement celui du 2 septembre à Kaboul, revendiqué par les Taliban alors même que se poursuivaient depuis plusieurs semaines des pourparlers entre Américains et Taliban à Doha. Tout devrait donc être fait pour que reprenne le processus politique, au risque de réduire à néant les efforts gigantesques déployés par la communauté internationale au bénéfice des populations afghanes durement éprouvées.

Comme dans tout pays engagé dans un processus de sortie de crise, la paix, la sécurité et le développement en Afghanistan nécessitent un appui multiforme et constant de la communauté internationale, au premier

chef les Nations Unies. Pour être efficaces, ces appuis doivent s'aligner sur les priorités stratégiques du Gouvernement afghan et aider à la création d'un environnement socio-politique et sécuritaire incitatif aux investissements étrangers. Les efforts de consolidation de la paix doivent également s'accompagner de mesures de relèvement économique, afin de s'attaquer aux défis les plus pressants, notamment la lutte contre la pauvreté et l'accès à la santé et à l'éducation pour tous, y compris les jeunes filles.

La Côte d'Ivoire partage les préoccupations exprimées par le Secrétaire général au sujet des régions du sud, de l'est et du sud-est de l'Afghanistan, où les attaques des groupes armés mettent à mal la coexistence pacifique entre les populations et exacerbent la situation humanitaire. L'appui des Nations Unies et des partenaires internationaux au redéploiement des institutions régaliennes s'avère donc indispensable. C'est tout le sens de l'appel de la Côte d'Ivoire à la poursuite du soutien de la mission Soutien résolu au renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité afghanes et à l'amélioration des capacités des institutions judiciaires, notamment celles spécialisées dans la lutte contre la production et le trafic des stupéfiants.

Mon pays insiste également sur l'importance d'un environnement favorable à une coopération constructive entre les États de la région et avec les organisations sous-régionales. Il salue à cet égard l'amélioration des relations bilatérales entre l'Afghanistan et le Pakistan, ainsi que les efforts déployés par l'Organisation de Shanghai pour la coopération dans la lutte contre le terrorisme et les stupéfiants.

Pour conclure, ma délégation se félicite de l'appui logistique et opérationnel de la mission Soutien résolu aux forces de défense et de sécurité afghanes. Elle salue l'unité du Conseil, qui reste constant dans son soutien à la MANUA et au Représentant spécial du Secrétaire général. La Côte d'Ivoire souhaite que cette dynamique au sein du Conseil s'illustre à travers le renouvellement du mandat de la MANUA, afin de permettre à la mission onusienne de poursuivre son assistance en vue de la restauration de la paix et de la stabilité en Afghanistan.

**M. Alotaibi (Koweït) (*parle en arabe*) :** Je voudrais tout d'abord remercier tous les intervenants - M. Yamamoto, notre collègue l'Ambassadeur Djani, Représentant permanent de l'Indonésie, et M. Yuri Fedotov - pour leurs exposés détaillés. Je voudrais également remercier notre collègue, M<sup>me</sup> Adela Raz, Représentante permanente de l'Afghanistan, de sa

déclaration. Nous réitérons l'appui de l'État du Koweït à M. Yamamoto et au personnel de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour les efforts inlassables qu'ils déploient dans des circonstances difficiles. Je remercie également le Secrétaire général de son rapport trimestriel (S/2019/703), qui décrit l'évolution de la situation en Afghanistan ces trois derniers mois.

Nous nous réunissons aujourd'hui à quelques jours de l'élection présidentielle en Afghanistan. Nous notons avec satisfaction durant la période à l'examen, des progrès notables dans la préparation de l'élection ont été accomplis et que de nouvelles possibilités de participation politique ont été créées en vue de parvenir à la paix, en dépit des graves problèmes qui persistent et qui doivent être résolus.

L'Afghanistan traverse une phase d'une importance historique : les consultations entre les différents partis politiques afghans se sont intensifiées afin d'élire un président afghan qui assumera la responsabilité de la transition du pays vers une paix inclusive et pérenne. Par ailleurs, la Commission électorale indépendante a poursuivi les préparatifs en vue de l'élection présidentielle, prévue pour le 28 septembre. À cet égard, je tiens à saluer le rôle essentiel que la MANUA et la Commission électorale indépendante ont joué dans l'inscription des électeurs et des candidats et dans la préparation des centres de vote en vue de cette élection.

Le nombre total d'électorales et d'électeurs inscrits s'élève à 9,6 millions, ce qui démontre que le peuple afghan a résolument choisi la voie de la démocratie en dépit des menaces à la sécurité. Nous rendons hommage au courageux peuple afghan, tout en soulignant une fois de plus que tous les efforts visant à parvenir à une solution politique doivent être menés et pris en main par les Afghans.

Dans le contexte de l'évolution de la situation politique, nous devons souligner l'importance de la réconciliation nationale et du processus de paix afghan. L'État du Koweït suit de près les mesures prises par le Gouvernement afghan, dont la dernière a été la création du Ministère de la paix dans le cadre des efforts déployés par le Gouvernement pour appuyer le processus de réconciliation et les pourparlers inter-afghans. Nous suivons également tous les efforts régionaux et internationaux visant à faciliter un processus de paix global et inclusif en Afghanistan. Nous espérons que ces efforts aboutiront à une désescalade du conflit et privilégieront les intérêts du peuple afghan.

En matière de sécurité, malheureusement, l'instabilité sévit toujours dans le pays. Le rapport du Secrétaire général contient des statistiques concernant les incidents de sécurité et la protection des civils, qui témoignent de la situation critique en matière de sécurité en Afghanistan et mettent en lumière l'urgence de parvenir à un accord de paix grâce à un appui régional et international, afin de mettre définitivement fin à la violence.

Toute discussion sur la situation en Afghanistan doit porter également sur la lutte contre le terrorisme, la criminalité et le trafic de drogue. À cet égard, nous voudrions réitérer l'appui de l'État du Koweït à l'Afghanistan dans sa lutte contre le terrorisme et ses efforts inlassables pour étendre son contrôle et sa souveraineté sur l'ensemble du territoire national. Nous réaffirmons l'importance de la lutte contre la menace du terrorisme, car il s'agit d'un facteur essentiel de stabilité en Afghanistan. Cette lutte s'inscrit dans le cadre des efforts conjoints de la communauté internationale contre ce fléau et de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Par ailleurs, nous saluons les efforts déployés par les autorités afghanes pour lutter contre la criminalité et le trafic de drogue, comme l'indique clairement le rapport du Secrétaire général.

Pour terminer, nous voudrions réaffirmer qu'une paix et une stabilité durables en Afghanistan et dans la région passent impérativement par un règlement politique négocié. Par conséquent, nous exhortons toutes les parties à participer de façon constructive aux efforts diplomatiques visant à instaurer la paix et à promouvoir les intérêts et la prospérité du peuple afghan.

**M<sup>me</sup> Gueguen** (France) : Qu'il me soit permis tout d'abord d'adresser les condoléances de la France au peuple afghan et aux familles des victimes des attentats qui ont été commis les 2 et 5 septembre à Kaboul. La France est solidaire du Gouvernement afghan dans la lutte contre le terrorisme, un engagement collectif que nous avons tous particulièrement à l'esprit à la veille du dix-huitième anniversaire des attentats du 11 septembre 2001.

Je remercie à mon tour le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Tadamichi Yamamoto, pour son exposé éclairant, notamment sur la nécessité de protéger les populations civiles et sur la nécessité de travailler à un règlement politique du conflit à travers un processus de négociations inter-afghanes. Je remercie aussi l'Ambassadeur Djani et le Directeur de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le

crime, M. Yury Fedotov, pour leurs interventions, et je salue en particulier la déclaration de l'Ambassadrice Adela Raz, notamment son plaidoyer pour les droits des femmes afghanes.

Je m'associe à la déclaration qui sera prononcée tout à l'heure par le représentant de la délégation de l'Union européenne et je voudrais aborder trois points principaux.

Tout d'abord, la France partage la profonde préoccupation face au niveau très élevé de la violence qui persiste en Afghanistan. La population civile continue d'être ciblée dans des attaques meurtrières, au mépris du droit international humanitaire. Les femmes et les enfants continuent de payer le plus lourd tribut. C'est inacceptable. Ces violations du droit international, en particulier des droits des enfants, doivent cesser. La France encourage toutes les mesures prises par le Gouvernement afghan pour œuvrer en ce sens et pour renforcer les mesures prises pour garantir les droits, dans tous les domaines, des femmes afghanes.

Je souhaite, en outre, marquer le soutien de la France à l'appel du Secrétaire général pour un accès humanitaire sûr et sans entrave sur l'ensemble du territoire afghan. Le personnel humanitaire et le personnel de santé doivent être protégés, ainsi que les infrastructures civiles et humanitaires, et pouvoir répondre aux besoins de la population afghane.

Je profite aussi de la présence de M. Fedotov pour souligner l'importance de la lutte contre le trafic de stupéfiants, qui continue d'alimenter l'économie illicite, de financer les groupes terroristes et de menacer la santé de nombreux Afghans. Les efforts dans ce domaine doivent se poursuivre, et la France restera pleinement engagée aux côtés des autorités afghanes en ce sens.

Ma deuxième remarque porte sur la nécessité de tout faire pour le bon déroulement de l'élection présidentielle du 28 septembre, qui devra être libre, crédible, transparente et inclusive. Il est essentiel, comme le Représentant spécial l'a clairement souligné, d'éviter une nouvelle flambée de violence à l'approche du scrutin.

L'enregistrement de plus de 500 000 nouveaux électeurs, dont 36 % de femmes, est un signe encourageant. Toutes les mesures nécessaires doivent toutefois être prises pour garantir leur participation effective et en toute sécurité à la vie politique.



Des efforts supplémentaires doivent être fournis par les autorités afghanes pour rétablir la confiance de la population dans la sécurité et la transparence du scrutin. La France salue, à cet égard, le travail important de sécurisation des bureaux de vote par le Gouvernement afghan, avec l'aide de la mission de l'OTAN, et qui doit être mené à son terme. Le futur président de l'Afghanistan aura la responsabilité de répondre aux aspirations de paix de la population afghane. Il est particulièrement important que l'élection à venir soit un succès pour renforcer sa légitimité en vue des futures négociations inter-afghanes.

Enfin, j'aimerais insister sur la nécessité d'œuvrer à une paix négociée et durable en Afghanistan. Le concept de processus de paix dirigé par les Afghans demeure plus que jamais valable. Ce processus doit être inclusif et ne laisser aucune catégorie de la population de côté. Les acquis en matière de justice, d'état de droit et de respect des libertés fondamentales doivent aussi être préservés pour garantir une paix durable. Cela passe par la condamnation et l'abandon de la violence.

Pour y parvenir, l'engagement résolu des partenaires de l'Afghanistan est indispensable. La France, qui est liée à l'Afghanistan par des liens anciens, prendra sa part et encourage tous les pays de la région à soutenir activement et sans ambiguïté la stabilisation de l'Afghanistan et à contribuer à l'établissement d'une paix durable.

Qu'il me soit permis, pour conclure, de réitérer le plein soutien de la France au Gouvernement afghan et à l'action menée par les Nations Unies dans la quête d'une paix durable pour tous les Afghans. Alors que nous discutons en ce moment du renouvellement de la MANUA, j'aimerais saluer ici le travail remarquable que cette mission effectue au quotidien. Son rôle essentiel doit pouvoir s'appuyer sur un mandat solide et clair et sur le soutien du Conseil de sécurité, afin d'accompagner l'Afghanistan sur le chemin de la paix. Je tiens à saluer à cet égard les efforts de l'Allemagne et de l'Indonésie et à leur exprimer le plein soutien de la France pour parvenir à un texte équilibré.

**M<sup>me</sup> Mele Colifa** (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : En prenant la parole au nom de la République de Guinée équatoriale, je voudrais tout d'abord exprimer nos condoléances pour les morts et souhaiter un prompt rétablissement aux blessés des derniers attentats perpétrés dans le pays, que nous condamnons énergiquement en appelant une fois encore les parties à

respecter le droit international et le droit international humanitaire en matière de protection des civils.

Je tiens à remercier M. Tadamichi Yamamoto de son exposé éclairant et de son engagement remarquable en faveur d'une paix durable en Afghanistan. Nous avons écouté attentivement ses observations, que nous appuyons pour la plupart. Nous remercions également l'Ambassadeur Djani de l'excellent travail qu'il accomplit dans l'exercice de ses fonctions de Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011), ainsi que M. Yury Fedotov des informations pertinentes qu'il nous a fournies.

Le bon déroulement de l'élection présidentielle afghane, prévue pour le 28 septembre, constituera une étape importante pour le peuple afghan. Cette élection sera l'occasion pour tous les Afghans de décider de l'avenir de leur pays. C'est pourquoi nous encourageons le Gouvernement afghan, d'une part, à renforcer les mesures de sécurité au moyen de l'action des Forces nationales de défense et de sécurité afghanes afin que le peuple afghan puisse exercer son droit de vote en toute sécurité et, d'autre part, à garantir, par l'entremise de la Commission électorale indépendante, la tenue d'une élection transparente, inclusive et crédible. À cet égard, nous nous faisons l'écho de l'appel lancé par M. Yamamoto aux dirigeants nationaux et aux candidats en faveur d'une participation responsable, et nous exhortons les Taliban et les autres groupes armés à cesser de menacer ou d'attaquer le personnel électoral, les candidats ou les électeurs.

Parallèlement au processus électoral, ma délégation estime que la poursuite des pourparlers en faveur d'un processus de paix en Afghanistan est particulièrement importante. Dans cet esprit, nous appuyons tous les efforts présents et futurs visant à promouvoir le dialogue de paix intra-afghan au Qatar, et le renforcement des efforts de coopération régionale grâce à la tenue de forums multilatéraux pour dégager un consensus régional sur la paix.

La Guinée équatoriale estime que ce processus de paix doit être inclusif, dirigé et contrôlé par les Afghans en vue d'un règlement pacifique du conflit et d'une solution politique globale. Cela signifie qu'il doit intégrer toutes les forces sociales et politiques du pays, y compris l'opposition, et surtout les femmes de manière significative. Tout en reconnaissant que des progrès considérables ont été accomplis à cet égard, nous encourageons le Gouvernement afghan à continuer de faire participer les femmes au processus électoral et

aux processus de paix de sorte qu'elles jouent un rôle majeur pendant les négociations.

S'agissant de la situation humanitaire et des conditions de sécurité en Afghanistan, nous partageons la vive préoccupation du Représentant spécial du Secrétaire général. Une fois de plus, le rapport du Secrétaire général (S/2019/703) fait état d'un nombre élevé et effroyable de victimes du fait du recours délibéré et sans discrimination à des engins improvisés destinés ou non à des attentats-suicides, ainsi que des attaques persistantes contre les travailleurs humanitaires. Conjuguées à la sécheresse, aux catastrophes naturelles soudaines, à l'insécurité alimentaire et à la pauvreté, ces attaques entraînent le déplacement d'un nombre considérable de personnes, ce qui confirme que l'Afghanistan se heurte à des défis de taille.

Ces défis requièrent l'attention constante de la communauté internationale et un appui important au Gouvernement afghan afin d'améliorer les conditions de sécurité. Dans ce contexte, la République de Guinée équatoriale appuiera, pendant les négociations sur le renouvellement du mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), tout langage contribuant à remédier à ces défis.

Enfin et surtout, notre pays demeure préoccupé par la présence de plus en plus marquée de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) en Afghanistan, laquelle constitue une grave menace pour la sécurité de l'Afghanistan et des pays de la région. Dans ce contexte, nous encourageons les États Membres à appuyer l'action du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011) et, partant, à s'acquitter pleinement de leurs obligations en matière de sanctions.

Pour terminer, je tiens à réaffirmer notre appui et nos félicitations mérités à la MANUA pour le rôle important qu'elle joue dans la promotion de la paix et de la stabilité en Afghanistan.

**M. Matjila** (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Je tiens en premier lieu à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), M. Tadamichi Yamamoto; le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, M. Yury Fedotov; et le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011), l'Ambassadeur Djani, de leurs exposés pénétrants.

À cet égard, je tiens également à féliciter le personnel de la MANUA et M. Yamamoto de leur

contribution essentielle à l'appui aux efforts que déploie l'Afghanistan afin de rétablir la paix et la stabilité dans le pays, en particulier compte tenu des circonstances difficiles dans lesquelles ils opèrent.

Nous tenons à souligner les trois points suivants dans notre déclaration : premièrement, le processus de paix; deuxièmement, le rôle des femmes; et, troisièmement, les conditions de sécurité en Afghanistan.

Premièrement, en ce qui concerne le processus de paix, l'Afrique du Sud estime que le seul moyen pour l'Afghanistan de rétablir une paix et une stabilité durables est de mettre en place un processus politique global et sans exclusive dirigé et contrôlé par les Afghans qui aboutira à un règlement négocié. Ma délégation estime que tout effort ou initiative de paix dont l'objectif est de rétablir une paix et une sécurité durables en Afghanistan doit être pris en compte, notamment s'ils émanent des États-Unis ou d'autres parties dans la région. Cependant, il importe également que tous les secteurs du Gouvernement et de la société afghans participent à ces délibérations afin de garantir l'instauration et la pérennisation d'une paix globale et sans exclusive.

Deuxièmement, s'agissant du rôle des femmes, l'Afrique du Sud est fermement convaincue qu'un aspect incontournable de ces efforts est l'intégration et la participation des femmes afghanes. Cela permettrait de préserver les progrès significatifs accomplis en matière de droits des femmes et des filles et de faire entendre les vues et les voix de tous les segments de la société afghane. Nous saluons les efforts que déploie le Gouvernement afghan pour promouvoir et protéger les droits des femmes et nous l'exhortons à maintenir cet engagement dans les débats futurs.

À cet égard, nous accueillons avec satisfaction la nomination par le Président Ghani de l'Ambassadrice Raz en tant que Représentante permanente auprès de l'ONU. Nous espérons et ne doutons pas qu'elle continuera de brandir bien haut le drapeau de son pays et qu'elle deviendra un brillant exemple de ce que peuvent accomplir les femmes afghanes. De même, nous nous associons à l'Ambassadrice Raz pour remercier la Vice-Secrétaire générale, Amina Mohammed, et la Directrice exécutive d'ONU-Femmes de s'être rendues dans le pays en juillet et de leur collaboration avec les femmes et le Gouvernement afghan en ce qui concerne les femmes et la paix et la sécurité.

La paix en Afghanistan ne peut être réalisée que par le peuple afghan lui-même. Ma délégation exhorte toutes les parties prenantes à s'efforcer d'atteindre cet objectif noble et réalisable.

Troisièmement et enfin, à propos des conditions de sécurité en Afghanistan, l'Afrique du Sud est profondément préoccupée par le niveau de violence et d'insécurité en Afghanistan, en particulier par les attaques contre des civils innocents au moyen d'engins explosifs improvisés et d'attentats-suicides. La violence ne fait qu'éroder les progrès accomplis ces dernières années. Comme l'a affirmé le Secrétaire général, ces actes déplorables ne sauraient être justifiés et doivent prendre fin. Nous rendons hommage à ceux qui ont sacrifié leur vie pour aider l'Afghanistan sur la voie de la paix et de la stabilité.

L'impact de cette violence est particulièrement ressenti par les membres les plus vulnérables de la société, notamment les femmes, les enfants et les personnes handicapées. Nous appelons toutes les parties à garantir la protection des civils et à honorer leurs obligations en vertu du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. Ma délégation condamne de nouveau le recrutement illégal et l'utilisation d'enfants par les forces et les groupes armés et appelle à leur libération immédiate et à leur réintégration au sein de la société afghane.

Enfin, le peuple afghan doit se rendre aux urnes le 28 septembre pour exercer son droit durement acquis à choisir son Président. À cet égard, l'Afrique du Sud appelle tous les participants au processus électoral à travailler de concert afin que l'élection se déroule comme prévu, conformément à la Constitution afghane. Nous espérons qu'avec la coopération et l'appui nécessaires des parties, l'élection présidentielle sera crédible, libre, régulière et transparente, et que les 9,6 millions d'électeurs afghans inscrits pourront se rendre aux urnes à la date prévue.

**M. Singer Weisinger** (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Nous remercions M. Yamamoto, M. Fedotov et l'Ambassadeur Djani de leurs exposés, et nous remercions l'Ambassadrice de l'Afghanistan, à qui nous souhaitons la bienvenue.

Les événements électoraux et ceux liés au processus de paix continuent de marquer le climat politique en Afghanistan. À cet égard, nous prenons note des préparatifs de l'élection présidentielle, durant laquelle nous espérons que seront appliqués les

enseignements retenus des élections parlementaires. Nous espérons surtout que ce processus électoral sera crédible et légitime. Nous saluons la coopération des acteurs internationaux et régionaux dans le contexte du dialogue entre parties afghanes, et nous encourageons à poursuivre le dialogue entamé à Doha en soutien d'un processus dirigé et défini par les Afghans.

Dans le même temps, nous accueillons avec satisfaction les diverses initiatives d'appui à ce dialogue, notamment le troisième cycle de consultation trilatérale, qui s'est tenu à Beijing, le sommet de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, qui s'est tenu à Bichkek, et la réunion de hauts fonctionnaires du Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie », qui s'est tenue à Ankara, entre autres. Les rencontres de cette nature constituent des mesures simples d'instauration et de renforcement de la confiance entre les parties. À cet égard, nous tenons à saluer la coopération des Gouvernements des États-Unis, du Pakistan, du Qatar, de l'Allemagne et de la Russie avec les parties, ainsi que l'amélioration des relations bilatérales entre le Pakistan et l'Afghanistan.

S'agissant de la situation en matière de sécurité, nous sommes préoccupés par le nombre élevé de victimes et le niveau constant des affrontements et des attaques perpétrées par les éléments antigouvernementaux. Nous exhortons le Gouvernement et les Taliban à se rallier aux initiatives fondées sur les conclusions des dialogues de paix visant à instaurer un cessez-le-feu et à réduire les affrontements. La République dominicaine condamne énergiquement les récentes attaques commises par les Taliban et présente ses condoléances aux familles des victimes.

Nous reconnaissons les progrès accomplis en matière de protection des droits des femmes, l'allocation de fonds prélevés sur le budget national pour les femmes victimes de la violence et la création par décret présidentiel d'un secrétariat spécial chargé d'enquêter sur les cas de harcèlement de femmes au sein des institutions gouvernementales. De même, nous réitérons notre appel à une participation significative des femmes au processus de paix et à toutes les instances où sont prises des décisions concernant l'avenir de l'Afghanistan.

Un aspect qui nous préoccupe est la situation économique créée par le conflit et les catastrophes naturelles. Les agriculteurs appauvris voient leurs cultures décimées par la sécheresse et leur niveau de vie diminue. C'est ainsi que la culture illégale devient une option séduisante. En outre, nous constatons avec préoccupation que les niveaux élevés de production et

de trafic d'opium canalisent des fonds vers les groupes non étatiques, alimentant l'instabilité et entravant les efforts de développement.

D'un autre côté, les groupes vulnérables continuent d'avoir besoin d'une aide urgente pour survivre et atténuer la pénurie de vivres, notamment 132 000 familles déplacées durant les cinq premiers mois de l'année. Cette situation est aggravée par les restrictions imposées à l'accès humanitaire dans les zones vulnérables contrôlées par des groupes armés hostiles au Gouvernement. Les risques encourus par les agents humanitaires dans ces régions sont inacceptables. Nous exhortons toutes les parties au conflit à garantir l'accès à ces zones et à respecter leurs droits.

En dépit de certains progrès prometteurs, il reste de nombreux défis à relever avant de parvenir à une paix durable. La fin de la guerre en Afghanistan nécessitera que toutes les parties fassent des compromis difficiles, mais en définitive, elle dépendra des Afghans eux-mêmes.

**Le Président** (*parle en russe*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de la Fédération de Russie.

Nous remercions M. Yamamoto, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA); M. Fedotov, Secrétaire général adjoint et Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime; ainsi que l'Ambassadeur Djani, Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011), de leurs analyses détaillées de la situation actuelle en Afghanistan.

La MANUA joue un rôle important dans la coordination de l'assistance internationale accordée à l'Afghanistan. Les conditions de sécurité dans le pays demeurent une source de préoccupation. Malgré les efforts des Forces nationales de défense et de sécurité afghanes, le pays demeure la proie d'attaques terroristes brutales. Parmi les innombrables victimes de ces odieuses attaques figurent des civils, femmes et enfants en tête, ainsi que des militaires et des policiers. Nous rendons hommage à leur courage et saluons leur mémoire. La situation est compliquée encore davantage par l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) en Afghanistan. Ses combattants conservent de l'influence dans le pays. Ils gonflent leurs rangs en recrutant des combattants terroristes étrangers ayant une expérience du combat en Iraq et en Syrie, ainsi qu'en créant ce qu'on appelle des

cellules dormantes. Comme M. Fedotov l'a souligné à juste titre tout à l'heure, le problème de la drogue est inextricablement lié au terrorisme. Les narcodollars représentent un soutien financier considérable pour le terrorisme. Nous pensons qu'il est tout à fait primordial de poursuivre et d'intensifier les efforts internationaux visant à combattre ce fléau.

L'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) est toujours prête à fournir son assistance à cet égard, car elle possède une vaste expérience de la lutte contre la menace que représente la drogue, notamment dans le cadre de l'opération Kanal. Nous entendons continuer de travailler avec nos amis afghans pour éliminer les menaces qui pèsent sur la sécurité, principalement celles émanant de l'EIL et d'Al-Qaïda, et pour renforcer les capacités des organismes civils et des services chargés de la sécurité et de la lutte contre les stupéfiants.

La Fédération de Russie a toujours appuyé les aspirations du peuple afghan à une paix durable en République islamique d'Afghanistan. Nous sommes véritablement impatients de promouvoir un processus de réconciliation dirigé et pris en main par les Afghans, ainsi que la stabilisation du pays qui s'ensuivra. Nous avons dit à maintes reprises qu'un Afghanistan pacifique, stable et prospère était notre objectif commun.

La Fédération de Russie a déjà fait beaucoup pour établir la paix sur le sol afghan, et elle continue. À titre d'exemple de nos efforts, citons les contacts interafghans favorisés par les consultations tenues au format moscovite le 9 novembre 2018, ainsi que lors des célébrations du centième anniversaire des relations diplomatiques russo-afghanes les 28 et 29 mai de cette année. Ces gestes partent du principe que la réconciliation nationale repose sur un dialogue sans exclusive, dans le cadre duquel aucune force sociale ou politique ne doit être laissée pour compte. Le dialogue intra-afghan a été inauguré à Moscou les 5 et 6 février. Pour la première fois, il a réuni autour d'une même table des personnalités politiques éminentes, des femmes et des Taliban, et a confirmé qu'un large débat demeure indispensable pour instaurer la paix en Afghanistan. Nous sommes prêts à continuer de fournir notre entière coopération à cet égard.

Une autre voie de succès prometteuse pour la mobilisation relative à l'Afghanistan est le format trilatéral de consultations autour du processus de paix afghan, qui a lieu au niveau des représentants spéciaux de la Russie, des États-Unis et de la Chine, et a compté



avec la participation du Pakistan à la réunion de la troïka à Beijing tenue le 11 juillet.

Nous prenons note de la prise de conscience croissante de l'importance du contexte régional d'un règlement afghan et de la nécessité d'exploiter le potentiel des structures établies à cet égard, en particulier l'Organisation de coopération de Shanghai et son groupe de contact avec l'Afghanistan, dont le mandat a été renouvelé, ainsi que l'OTSC. La réconciliation nationale doit résulter d'un dialogue interafghan global et d'une approche concertée, dans l'objectif d'unir le pays tout entier et tous les Afghans sans exception. Toutefois, après des années de conflit, le chemin qui mène à la paix en Afghanistan est voué à être ardu et exige la consolidation des efforts de tous les acteurs. De plus, il faudra faire preuve d'une patience stratégique pour faire en sorte que le schéma d'un règlement final soit pleinement opérationnel.

Nous déplorons l'interruption des pourparlers entre les États-Unis et les Taliban, car leur issue positive aurait ouvert la voie à de nouveaux progrès vers un règlement pacifique, la réconciliation nationale et une solution globale en Afghanistan. Nous espérons que la situation actuelle n'entraînera pas d'atermolements excessifs dans le dialogue entre les États-Unis et les Taliban. Nous appelons les parties à revenir à la table des négociations dans les meilleurs délais. La Fédération de Russie réaffirme sa détermination à faciliter le processus de paix en Afghanistan et sa volonté d'agir comme garante d'un accord entre les États-Unis et les Taliban, aux côtés d'autres grands États de la région.

L'Afghanistan est sur le point de tenir une élection présidentielle, prévue en septembre de cette année. Nous espérons que cette élection se déroulera dans un climat de calme et qu'elle constituera un puissant facteur de consolidation pour le peuple afghan.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Turquie.

**M. Sinirlioğlu** (Turkey) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Yamamoto, Représentant spécial du Secrétaire général, M. Fedotov, Secrétaire général adjoint, et l'Ambassadeur Djani, Représentant permanent de l'Indonésie, de leurs exposés, ainsi que M<sup>me</sup> Raz, Représentante permanente de l'Afghanistan, de sa déclaration. Je remercie également le Secrétaire général de son rapport (S/2019/703).

La séance d'aujourd'hui se tient à une nouvelle jonction cruciale pour l'Afghanistan. Il ne reste que 18 jours avant la tenue de l'élection présidentielle, qui est censée contribuer à consolider nos efforts visant à restaurer la sécurité et la stabilité dans le pays. Toutefois, nous sommes une fois de plus confrontés à un nombre croissant d'attaques terroristes perpétrées par les Taliban. Les civils, en particulier les femmes et les enfants, sont victimes de cette campagne vicieuse et alarmante. La détérioration des conditions de sécurité risque de faire dérailler le processus électoral et de plonger le pays dans un nouveau cycle de violence. Cette approche ne saurait apporter ni paix ni stabilité à l'Afghanistan. L'avenir de l'Afghanistan doit être fondé sur la démocratie et l'état de droit, et non sur la violence. La communauté internationale doit soutenir le peuple afghan pour faire en sorte que cette élection soit menée à bien dans le calme.

La Turquie condamne avec force le terrorisme, sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. En notre qualité de nation-cadre au sein de la mission Soutien résolu de l'OTAN, nous continuons d'appuyer l'Afghanistan en matière de défense, de sécurité et d'application de la loi, notamment en prodiguant formations et assistance aux Forces nationales de défense et de sécurité afghanes.

Bien que nous ne soyons plus qu'à trois semaines de la date prévue pour l'élection, il est difficile de savoir à quel point nous sommes loin de parvenir à une paix véritablement durable dans le pays. En cette jonction critique, nous espérons que toutes les parties agiront de manière responsable et qu'elles saisisent l'occasion de mettre un point final à 40 années de guerre. Nous suivons de près les informations qui parviennent des pourparlers de Doha et les récentes annonces par lesquelles le Président Trump a annulé les négociations entre les États-Unis et les Taliban.

La Turquie accueille favorablement tous les efforts visant à réduire la violence et à soutenir la paix et la sécurité en Afghanistan. Comme nous l'avons souvent répété dans cette salle, le peuple afghan a payé le prix fort pour les acquis engrangés, qui ne sauraient être aisément sacrifiés. Nos efforts pour autonomiser les groupes vulnérables, en particulier les femmes et les filles, ne doivent pas avoir été consentis en vain. La paix en Afghanistan ne pourra être durable que si elle passe par une réconciliation véritable entre tous les segments de la société afghane.

Nos efforts et la cohérence de nos messages auront une incidence considérable sur le déroulement de la décennie qui s'annonce. Il est donc important que nous nous abstenions de réduire prématurément la mobilisation de la communauté internationale en Afghanistan, ce qui serait incompatible avec la situation et les besoins sur le terrain. Nous ne pouvons pas nous permettre de quitter l'Afghanistan tant que nos réalisations communes ne seront pas irréversibles.

En cette période de transformation, l'importance de la coopération et de l'engagement régionaux devient d'autant plus pertinente. L'élan généré par le Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie » mérite toute notre attention. Lors de la réunion des hauts responsables en juin et de la Conférence régionale conjointe sur la lutte contre le terrorisme et les stupéfiants en juillet, la nécessité d'une approche régionale cohérente pour relever les défis transfrontières a été soulignée. Le renforcement de la coopération au cœur de l'Asie sera positif pour l'Afghanistan. Cela constituera également un instrument utile pour l'ensemble de la région en vue de réaliser pleinement son potentiel en matière de développement économique, d'investissements et de commerce. Le Processus d'Istanbul reste la plateforme régionale de dialogue la plus complète. En étroite consultation avec le Gouvernement afghan, nous prévoyons de tenir une conférence ministérielle du Processus d'Istanbul d'ici la fin de l'année. Nous espérons sincèrement que ce mécanisme permettra de contribuer aux efforts de paix en cours.

Les négociations en vue d'une résolution renouvelant le mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) arrivent à point nommé, alors que le changement et la transformation occupent une place centrale dans le programme du pays. Nous pensons que le rôle global assumé par la MANUA pour aider le peuple afghan à réaliser un avenir meilleur est de la plus haute importance. Nous reconnaissons une fois de plus le rôle que joue la Mission dans l'organisation des prochaines élections et le renforcement des efforts de réforme électorale en fournissant une assistance technique et en assurant le renforcement des capacités. La Turquie continuera d'appuyer les activités et les efforts de la MANUA à cet égard. Nous espérons que son mandat sera renouvelé afin de lui permettre de mener ses activités sans entrave.

L'appui continu de la communauté internationale demeure vital pour un Afghanistan pacifique, sûr et stable, capable de répondre efficacement aux besoins de

son peuple. Nous maintiendrons notre solidarité avec le peuple afghan, ainsi que notre soutien dans le cadre des instances régionales et internationales.

**Le Président** (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Italie.

**M. Serra** (Italie) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord féliciter la Fédération de Russie pour son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de septembre. Nous sommes profondément reconnaissants au Représentant spécial Yamamoto, au Directeur exécutif Fedotov et à l'Ambassadeur Djani pour leurs exposés détaillés. Je tiens également à remercier la Représentante permanente de l'Afghanistan pour son rapport sur la situation dans le pays et sur le processus électoral.

L'Italie s'associe à la déclaration qui sera faite par l'observateur de l'Union européenne.

Si la situation en Afghanistan demeure extrêmement instable à l'heure actuelle, ces incertitudes ne doivent pas nous amener à négliger les progrès importants réalisés ces derniers mois dans le cadre des négociations de paix. Dans ce contexte difficile, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan demeure un point de référence essentiel pour les perspectives de stabilité et de développement du pays, et nous attendons avec intérêt le renouvellement de son mandat dans les prochains jours.

Je ne peux toutefois pas poursuivre mes remarques aujourd'hui sans d'abord exprimer notre ferme condamnation des attentats terroristes odieux qui ont de nouveau frappé l'Afghanistan et sa capitale ces dernières semaines. Nous sommes horrifiés par le dernier attentat perpétré par les Taliban à Kaboul et adressons nos plus sincères condoléances aux familles des victimes.

L'Italie espère sincèrement que cette phase actuelle constitue pour les parties un moment inévitable mais nécessaire de réflexion - une occasion de développer une conscience commune de la signification profonde qui se cache derrière une négociation de paix. De telles discussions exigent un grand sens des responsabilités de la part de toutes les parties prenantes, dont le comportement doit être conforme à l'esprit de dialogue. Et surtout, jeter les bases d'un processus de paix réussi exige le patient rétablissement de la confiance, ce qui est impossible dans un contexte d'escalade de la violence. Il est donc cynique et inacceptable que les Taliban

recourent à la violence aveugle contre les civils comme moyen de pression.

Ce que les négociations doivent plutôt faire, c'est rassurer toutes les parties prenantes - et en premier lieu le peuple afghan - que le cycle de violence qui a prévalu ces dernières années peut effectivement cesser. Il ne faut pas que les efforts déployés jusqu'à présent pour faire avancer les pourparlers de paix soient dispersés. Au contraire, ils doivent constituer la base qui permettra de relancer le débat et le dialogue entre les parties. Nous espérons donc que la fenêtre d'opportunité pour la paix - que l'on a cherché à saisir avec tant de détermination et de ténacité ces derniers mois - restera ouverte. La paix est la seule garantie d'un avenir stable et prospère pour l'Afghanistan.

L'Italie réaffirme donc son plein appui aux initiatives diplomatiques susceptibles de faciliter le lancement d'un processus de réconciliation en Afghanistan sous la direction et la responsabilité de l'Afghanistan, y compris un rôle primordial pour les femmes afghanes afin de garantir que leurs droits constitutionnels et leurs acquis civils et sociaux durement acquis soient dûment protégés. À cet égard, nous réaffirmons également l'importance de la contribution que les principales parties prenantes régionales peuvent apporter au processus de paix.

Faire face aux menaces constantes qui pèsent sur la sécurité entraîne des coûts élevés, épuisant des ressources et des énergies précieuses dont l'Afghanistan a besoin d'urgence pour renforcer ses institutions et assurer son développement économique et social. L'Italie continue d'être aux côtés de ses partenaires afghans et, dans le cadre de la mission Soutien résolu, soutient les Forces nationales de défense et de sécurité afghanes qui luttent chaque jour avec courage contre le terrorisme et l'extrémisme violent afin de rétablir la stabilité et la sécurité.

Pour terminer, je voudrais évoquer l'élection présidentielle imminente prévue pour le 28 septembre, qui doit être crédible, transparente et inclusive. La prochaine élection doit fournir au peuple afghan une démonstration tangible des progrès accomplis sur la voie de la maturité démocratique et un cadre permettant de continuer à renforcer les institutions politiques afghanes. Et surtout, cette élection sera l'occasion pour le peuple de réaffirmer son grand désir de paix, qui est partagé par tous les Afghans. L'établissement d'un large consensus en faveur de la paix par le biais d'élections

peut également être un moyen crucial d'améliorer les perspectives de dialogue intra-afghan.

**Le Président** (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Kazakhstan.

**M. Umarov** (Kazakhstan) (*parle en anglais*) : Je félicite la Fédération de Russie pour son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de septembre et lui souhaite plein succès dans l'exécution de son programme de travail opportun et pertinent sur des questions critiques. Ma délégation remercie la Pologne pour le travail remarquable qu'elle a accompli à la présidence du Conseil le mois dernier.

Nous remercions la présidence russe d'avoir organisé cet important débat sur la situation en Afghanistan, ainsi que le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Tadamichi Yamamoto; le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, M. Yuri Fedotov; et l'Ambassadeur Djani, en sa qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011), pour leurs mises à jour détaillées. Nous nous félicitons également de la déclaration faite par l'Ambassadrice Adela Raz, Représentante permanente de l'Afghanistan, pour ses observations sur la situation critique actuelle.

Le dernier rapport du Secrétaire général (S/2019/703) présente une évaluation réaliste et une mise à jour importante des activités de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Ce débat a également lieu à la veille d'événements importants qui détermineront le sort de l'Afghanistan dans l'avenir immédiat et à long terme. Les résultats de l'élection présidentielle du 28 septembre seront cruciaux et auront un impact profond sur la dynamique et les perspectives de développement de l'Afghanistan. Nous espérons que cette élection se déroulera de manière pacifique et transparente afin de consolider la société afghane. Nous convenons avec le Représentant spécial Yamamoto que toute menace ou attaque terroriste visant à saper le processus est inacceptable.

Nous saluons les efforts déployés par les parties prenantes pour faire avancer le processus de paix et mener des négociations pertinentes avec les Taliban. Dans le même temps, nous sommes convaincus que seul un dialogue direct et fructueux entre le Gouvernement afghan et les Taliban peut garantir un règlement viable à long terme de ce conflit dévastateur. Les attentats terroristes doivent cesser et ne doivent pas être utilisés comme un instrument politique.

Malgré les mesures efficaces prises par la communauté internationale et le Gouvernement, la situation sécuritaire reste complexe. Nous sommes particulièrement préoccupés par le fait que Daech en Afghanistan demeure apte au combat et continue d'accroître sa présence dans diverses provinces du pays. L'intensification des activités terroristes dans le nord de l'Afghanistan, près de ses frontières avec les États d'Asie centrale, nous préoccupe tout particulièrement. À cet égard, la mise en œuvre effective de la troisième phase de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies en Asie centrale est d'une importance cruciale.

Il faut également prévenir la violence contre les femmes et les enfants en Afghanistan, et endiguer le nombre croissant de morts causés par les attaques terroristes et les frappes aériennes massives menées par l'armée. Comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général, les femmes et les enfants représentent environ 42 % du nombre total de victimes.

Le Kazakhstan attache une importance toute particulière au rôle des femmes dans le règlement des conflits. À cet égard, nous avons organisé une conférence régionale, intitulée « Autonomiser les femmes en Afghanistan », en septembre 2018 dans notre capitale. La conférence était axée sur la promotion d'une croissance économique durable grâce à l'autonomisation des femmes afghanes, notamment dans le secteur des affaires, et au renforcement de la coopération régionale, l'accent étant mis en particulier sur l'éducation.

Le rôle des organisations régionales et internationales, telles qu'INTERPOL, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et le Centre régional d'information et de coordination d'Asie centrale pour la lutte contre le trafic illicite de stupéfiants, de substances psychotropes et de leurs précurseurs, est encore plus pertinent étant donné que la production de drogues en Afghanistan est l'une des principales sources de financement du terrorisme.

Dans son rapport, le Secrétaire général souligne que l'avenir économique de l'Afghanistan dépendra du développement progressif de son secteur privé, du renforcement de la confiance des investisseurs et de l'établissement de liens plus étroits avec ses partenaires régionaux en matière de commerce et d'infrastructure. Aussi appelons-nous les donateurs à accroître leurs contributions à la paix et au développement en Afghanistan et dans la région.

À cette fin, le Kazakhstan continue d'œuvrer à la création à Almaty d'un pôle interrégional pour la réalisation des objectifs de développement durable sous l'égide de l'ONU. Nous espérons que cette structure contribuera à améliorer la connectivité et à coordonner l'appui à l'Afghanistan et à d'autres pays de la région et au-delà, en vue d'accélérer la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Enfin, mon pays se félicite que le Gouvernement afghan, la MANUA et la communauté internationale maintiennent un partenariat étroit, qui est essentiel pour garantir une paix et une stabilité durables dans le pays. Le Kazakhstan continuera d'aider le peuple afghan frère à réaliser ses aspirations à la paix, à la prospérité et à la sécurité.

**Le Président** (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Canada.

**M. Blanchard** (Canada) : Je vous remercie, Monsieur le Président, ainsi que votre équipe, et tous les présentateurs d'aujourd'hui.

Le Canada a été ravi d'accueillir le Représentant spécial Yamamoto à l'occasion de la réunion du Groupe des Amis de l'Afghanistan tenue hier. Comme toujours, nous sommes heureux de recevoir ses commentaires et lui sommes reconnaissants de son rôle de chef de file de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA).

Le Canada croit qu'il n'est pas possible de parvenir à une solution durable au conflit en Afghanistan en prenant uniquement des mesures militaires. À ce moment charnière, la communauté internationale doit continuer montrer son appui, y compris par le biais du Conseil de sécurité, qui renouvellera le mandat de la MANUA plus tard ce mois.

Aujourd'hui, mon allocution portera sur deux dossiers importants, soit les pourparlers de paix et la prochaine élection présidentielle.

Le peuple afghan et la communauté internationale attendent un règlement politique, qui doit constituer une première étape en vue de l'obtention d'une paix durable. Les récentes attaques dévastatrices en Afghanistan ont empêché d'établir le lien de confiance nécessaire pour concrétiser ces efforts en vue d'instaurer la paix et ont renforcé le besoin urgent de parvenir à un règlement politique inclusif et durable qui protège les civils et renforce la sécurité économique en Afghanistan.

(*l'orateur poursuit en anglais*)



Nous avons écouté les voix des femmes afghanes, qui ne sont pas prêtes à sacrifier les droits qu'elles ont durement acquis en échange d'un règlement politique avec les Taliban, et nous sommes d'accord. Le Canada se réjouit du fait que les femmes afghanes ont pu participer aux pourparlers de Doha. Nous encourageons vivement les dirigeants afghans à intégrer officiellement les femmes dans toute équipe de négociation ainsi que dans les pourparlers de paix inter-afghans.

Le Canada et la communauté internationale ont appuyé l'Afghanistan au moyen de déploiements de militaires et de policiers, d'une aide humanitaire et au développement, et d'efforts de reconstruction et de stabilisation. En partenariat avec l'Afghanistan, nos efforts collectifs ont contribué aux fondements d'une société stable et inclusive dans le pays, et ces gains doivent être protégés. Un accord qui n'apporte pas la paix à tous les membres de la société, aux hommes comme aux femmes, à toutes les ethnies et à toutes les religions, n'est pas un accord de paix durable. Pour parvenir à un règlement profitable pour tous les Afghans, les hommes doivent être solidaires des femmes.

Le Canada collabore avec des partenaires aux vues similaires pour renforcer la capacité des organisations de femmes à prendre leur place à la table de négociation et à participer de manière significative à la consolidation de la paix et aux pourparlers de paix. Par exemple, par le biais de son projet Voix et leadership des femmes en Afghanistan, le Canada verse 8,4 millions de dollars pour aider des organisations de femmes à fournir des services et à renforcer les réseaux entre les organisations de défense des droits des femmes.

Mon deuxième point a trait à la prochaine élection présidentielle. Le Canada souscrit aux efforts réalisés par la Commission électorale indépendante pour assurer l'équité et la transparence des élections. La prestation de services de sécurité adéquats permettant aux femmes de participer en toute sécurité est essentielle pour qu'elles puissent être représentées de façon permanente dans la vie politique de leur pays.

Finalement, maintenant que ces processus politiques sont en cours, il est plus important que jamais de redoubler d'efforts pour établir la sécurité économique en Afghanistan et de donner à la MANUA les moyens d'appuyer cet objectif. Je suis convaincu que le mandat de la MANUA doit également mettre l'accent sur la nécessité de mettre à profit l'intégration économique en cours dans la région. Tant que le niveau de pauvreté augmentera d'année en année, que plus de

la moitié de la population afghane vivra en dessous du seuil de pauvreté national et que plus de 40 % des jeunes adultes seront au chômage, le trafic de stupéfiants et le terrorisme conserveront leur attrait.

Il n'y aura pas de paix en Afghanistan sans un minimum de sécurité économique, et l'un des piliers les plus prometteurs pour la paix et le développement de l'Afghanistan dont j'entends parler depuis que je suis à l'ONU et que j'ai vu ces dernières années est, me semble-t-il, l'intégration régionale renforcée qui est déjà en marche.

C'est pourquoi la MANUA doit être mieux équipée pour tirer parti de l'intégration économique en cours dans la région, pour assurer la coordination de l'équipe de pays des Nations Unies en Afghanistan et pour coordonner les activités de cette dernière avec celles des équipes de pays voisins. La MANUA est la mieux placée pour remplir le rôle de coordonnateur, et le Canada estime que les membres du Conseil devraient y réfléchir lorsqu'ils discuteront du renouvellement du mandat de la MANUA ce mois-ci.

**Le Président** (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Japon.

**M. Bessho** (Japon) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé le présent débat sur l'Afghanistan. Je remercie également le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Tadamichi Yamamoto, de son exposé très instructif. Je lui sais gré de ses efforts inlassables et de ceux de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Je voudrais par ailleurs exprimer ma gratitude à tous les intervenants pour leurs remarques, ainsi qu'à l'Ambassadrice Adela Raz, de l'Afghanistan, pour sa précieuse contribution.

L'instauration d'une paix durable en Afghanistan est un désir auquel le peuple afghan, mais aussi l'ensemble de la communauté internationale, aspirent depuis longtemps. Un processus de paix dirigé et pris en main par les Afghans est crucial, et le Japon appuie la détermination et les efforts du Gouvernement afghan en vue de sa réalisation.

Nous saluons également le dévouement des partenaires internationaux de l'Afghanistan à cette fin, notamment l'Allemagne et le Qatar, dont les efforts ont conduit à la tenue de dialogue de paix intra-afghan en juillet; le Représentant spécial des États-Unis pour la réconciliation en Afghanistan, Zalmay Khalilzad, qui a mené des négociations avec les Taliban; et les

États-Unis, la Russie, la Chine et le Pakistan, qui ont organisé la réunion quadripartite sur le processus de paix afghan, tenue à Beijing les 10 et 11 juillet. Le Japon espère que ces efforts conduiront à terme à un processus de paix dirigé et pris en main par les Afghans, et nous voudrions poursuivre notre coopération avec nos partenaires internationaux afin d'aider à instaurer la paix et la prospérité en Afghanistan.

À l'approche de l'élection présidentielle qui se tiendra à la fin du mois, le Japon se félicite d'apprendre que les préparatifs nécessaires sont en cours, notamment le processus complet d'inscription sur les listes électorales dans la province de Ghazni, où les élections législatives de 2018 n'avaient pu se tenir en raison des tensions politiques et de l'insécurité. Il est essentiel que le peuple afghan ait la possibilité de voter et de décider de son avenir. La MANUA joue un rôle crucial dans ce processus électoral, et le Japon salue et appuie les efforts déployés par M. Yamamoto et son équipe.

La participation des femmes afghanes est fondamentale aussi bien pour ce qui est du processus de paix que du processus électoral. Le Japon se félicite de la visite effectuée récemment en Afghanistan par la Vice-Secrétaire générale Amina Mohammed et de l'importance qu'elle accorde au programme pour la paix et la sécurité et les femmes.

Dans le même temps, le Japon voudrait exprimer ses vives préoccupations et sa ferme condamnation face aux attentats terroristes en Afghanistan, qui ont pour but de perturber les efforts de paix et les préparatifs électoraux. Nous soulignons qu'un règlement pacifique par le dialogue est le seul moyen de mettre fin au conflit en Afghanistan.

Le Japon reste engagé en faveur de l'autonomie et de la stabilité de l'Afghanistan. Nous déboursions progressivement la contribution de 96 millions de dollars à titre d'aide que nous avons annoncée en mars et cette année, nous comptons apporter un appui supplémentaire à l'Afghanistan dans ses efforts en matière d'éducation, notamment ses efforts visant à accroître le taux d'alphabétisation des adultes.

**Le Président** (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Pakistan.

**M<sup>me</sup> Lodhi** (Pakistan) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Secrétaire général de son rapport (S/2019/703) et notre cher ami, le Représentant spécial Tadamichi Yamamoto, de son exposé édifiant.

La situation en Afghanistan continue d'être une source de préoccupation pour la communauté internationale, en particulier pour mon pays, qui en est voisin. La persistance des conflits, de l'instabilité et des troubles ainsi que la fragilité de l'économie continuent d'exacerber les souffrances du peuple afghan. Nous partageons les préoccupations du Secrétaire général face à la poursuite des combats et au lourd tribut qu'ils font payer à la population civile. Nous sommes également préoccupés par la détérioration de la situation humanitaire en Afghanistan. Tout comme le Secrétaire général, nous sommes d'avis que la guerre en Afghanistan a été longue et brutale et que la quête de la paix sera une entreprise difficile, mais nous partageons son optimisme quant aux progrès réalisés dans le cadre des pourparlers de paix.

Cela, évidemment, c'était avant le week-end dernier. Après des décennies de conflit, le cadre d'un accord potentiel de paix semblait à portée de main. Il y avait suffisamment de raisons d'espérer que les parties semblaient plus proches de cet objectif qu'à tout autre moment au cours des 18 dernières années. Neuf cycles de pourparlers directs entre les États-Unis et les Taliban, qui ont duré près d'un an, avaient ouvert de nouvelles perspectives pour la conclusion, au moins en principe, d'un accord en vue d'un règlement qui aurait pu conduire à des négociations intra-afghanes et à une fin négociée de ce long conflit.

Comme l'histoire nous l'a appris, le chemin vers la paix, notamment s'agissant des conflits prolongés, n'est jamais direct ni facile. Il faut relever des défis et franchir des obstacles avant de parvenir à un accord global. Par conséquent, ce dernier revers ne doit pas affaiblir nos espoirs ou notre détermination à persévérer. Nous espérons que la suspension des pourparlers de paix n'est qu'une pause et qu'ils reprendront le plus tôt possible. En effet, tout autre scénario - à savoir une flambée de violence qui pourrait plonger l'Afghanistan dans des troubles et une incertitude sans précédent - serait bien pire.

Le Pakistan a toujours condamné la violence et appelé toutes les parties à faire preuve de retenue et à s'engager à poursuivre ce processus. Je tiens à réitérer ce message aujourd'hui. Nous avons facilité le processus de paix et de réconciliation en toute bonne foi, comme une responsabilité partagée, et nous avons encouragé toutes les parties à poursuivre le dialogue avec sincérité et patience. Le Pakistan continuera de suivre l'évolution de la situation. Nous réitérons notre position fondée

sur les principes, à savoir qu'il n'existe pas de solution militaire au conflit en Afghanistan. Nous exhortons toutes les parties à reprendre les pourparlers et espérons qu'ils reprendront rapidement.

Mis à part l'Afghanistan, aucun autre pays n'a souffert davantage que le Pakistan des quatre décennies de guerre et d'interventions étrangères en Afghanistan. Aucun autre pays ne bénéficiera davantage de la paix en Afghanistan. Lors de sa récente visite à Washington, le Premier Ministre Imran Khan a assuré le Président Trump du plein appui du Pakistan à une fin négociée du conflit en Afghanistan. Toutefois, le Pakistan, au mieux, ne peut être qu'un facilitateur. Il appartient aux parties au conflit de régler leurs différends en faisant preuve de patience, de confiance et d'un engagement continu et soutenu. Les Afghans eux-mêmes devront prendre des décisions difficiles. Il est tout aussi essentiel que la communauté internationale renouvelle son engagement à appuyer une paix négociée en Afghanistan.

Sur le plan bilatéral, lors de la visite effectuée par le Président Ashraf Ghani au Pakistan en juin, les dirigeants des deux pays se sont engagés à adopter le cadre d'une approche tournée vers l'avenir et à tourner la page de la méfiance. Ils ont de nouveau insisté sur la nécessité de renforcer les relations commerciales et économiques et la coopération en matière de connectivité régionale. Le Pakistan a fourni une aide au développement importante à l'Afghanistan dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de la reconstruction et du développement des infrastructures.

En outre, mon pays héberge des millions de réfugiés afghans depuis quatre décennies. Nous avons ouvert nos maisons et nos cœurs à nos frères et sœurs en ces temps difficiles et tragiques. Jusqu'à présent, c'est dans notre pays qu'on retrouve la présence prolongée du plus grand nombre de réfugiés dans le monde. Nous restons attachés à leur rapatriement en toute sécurité, dans la dignité et à titre volontaire. Mon gouvernement a récemment prorogé l'accord tripartite et la validité de leur séjour au Pakistan jusqu'au 30 juin 2020.

Au niveau régional, la Chine, l'Afghanistan et le Pakistan ont conclu le troisième cycle du dialogue trilatéral des Ministres des affaires étrangères à Islamabad le week-end dernier. Les Ministres ont réaffirmé leur appui à un règlement politique et négocié du conflit et souligné la nécessité de lancer un processus de paix inclusif, dirigé par les Afghans et pris en main par eux, devant déboucher sur un accord global en vue d'instaurer durablement la paix et la stabilité.

Nous coopérons avec l'Afghanistan et nos partenaires régionaux en ce qui concerne de nombreux corridors économiques et énergétiques régionaux, notamment l'initiative « Une Ceinture et une Route », l'oléoduc Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde, le projet pour l'approvisionnement en électricité CASA-1000 et d'autres.

Pour terminer, je voudrais souligner que la paix et la stabilité en Afghanistan et au Pakistan sont étroitement liées et interdépendantes. Le Pakistan a un intérêt vital à ce que l'Afghanistan soit un pays pacifique, stable, uni et prospère. Mon pays est prêt à aider le Gouvernement afghan à relever les multiples défis auxquels il est confronté actuellement et apportera son appui chaque fois que l'Afghanistan en fera la demande, alors que ce pays fait la transition de la guerre à un avenir pacifique.

**Le Président** (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Ouzbékistan.

**M. Ibragimov** (Ouzbékistan) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord vous féliciter, Monsieur le Président, d'avoir organisé ce débat trimestriel sur la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, ainsi que le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Tadamichi Yamamoto, le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, M. Yury Fedotov, l'Ambassadeur Djani, de l'Indonésie, et l'Ambassadrice Raz, de l'Afghanistan, de leurs exposés très instructifs.

Aujourd'hui, il est évident que les perspectives d'un développement stable et durable en Asie centrale sont inextricablement liées à l'instauration d'une paix durable dans ce pays voisin qu'est l'Afghanistan. Par conséquent, l'Ouzbékistan a renforcé considérablement ses relations bilatérales avec l'Afghanistan ces dernières années et participe activement aux efforts déployés par la communauté internationale pour trouver une solution pacifique au problème afghan. En Ouzbékistan, nous considérons l'Afghanistan comme un pays ami et frère, avec lequel nous sommes liés depuis des siècles par des liens d'amitié et une histoire, une religion, des coutumes et des traditions communes. En ce qui concerne l'Afghanistan, l'Ouzbékistan mène une politique fondée sur les principes de respect mutuel et d'égalité qui tient compte d'intérêts communs, et appuie un gouvernement élu par le peuple afghan.

Il convient de souligner qu'une vision globale, mûrement réfléchie et stratégiquement fondée du Président de l'Ouzbékistan, S. E. M. Shavkat

Mirziyoyev, concernant la situation en Afghanistan, a servi de base solide pour l'élaboration par Tachkent d'une politique nouvelle, pratique et à long terme concernant l'Afghanistan. À cet égard, l'Ouzbékistan est fermement résolu à continuer d'appuyer tous les efforts susceptibles de contribuer concrètement à la stabilisation de la situation en Afghanistan et au retour de ce pays sur la voie d'un développement pacifique. La Conférence de Tachkent sur l'Afghanistan, organisée en mars 2018 à l'initiative des Présidents afghan et ouzbek, a jeté les bases politiques de la réalisation de cet objectif. La Déclaration de Tachkent, adoptée à l'issue de la Conférence, a démontré qu'il existait une position unifiée aux niveaux régional et mondial sur la nécessité de lancer rapidement des négociations directes entre le Gouvernement afghan et le mouvement Taliban.

Afin de faire progresser le processus de paix et d'assurer son caractère inclusif, l'Ouzbékistan a mené un certain nombre de négociations importantes avec le Gouvernement à Kaboul et les représentants des principales forces politiques afghanes, y compris le mouvement Taliban. La partie ouzbèke a notamment rencontré, l'année dernière, des représentants de la Commission politique des Taliban basée au Qatar. À la dernière réunion, qui a eu lieu il y a un mois à Tachkent, le mouvement Taliban a salué les efforts consentis par l'Ouzbékistan en Afghanistan. Je tiens à rappeler que l'Ouzbékistan coordonne étroitement tous ses contacts avec les Taliban et le Gouvernement afghan. Nous menons notamment des consultations préalables avec les autorités afghanes sur nos prochaines réunions avec les Taliban, et nous les informons des résultats obtenus.

L'Ouzbékistan ne s'arroge pas le droit d'être la principale plateforme de négociation sur l'Afghanistan. Nous avons pour objectif ultime de contribuer au lancement de pourparlers de paix et de donner plus de chances de succès à la stabilisation générale de la situation en Afghanistan. Nous estimons que la viabilité de tout accord de paix en Afghanistan dépendra avant tout de la participation de toutes les forces politiques nationales. Par conséquent, le Gouvernement afghan doit prendre part à tout processus de négociation. Il s'agit là de l'aspect le plus important sans lequel il sera impossible de réaliser des progrès tangibles en vue du lancement de pourparlers de paix.

Nous ne pouvons plus reporter le processus politique intra-afghan car cela coûterait la vie à de nombreux autres innocents. Nous jugeons également capital de préserver le rôle des institutions publiques

dans le processus de négociation dans des domaines aussi importants que l'application de la loi, le bon fonctionnement des institutions de la société civile et le respect des droits des femmes en Afghanistan – en somme, tous les acquis des 18 dernières années. De surcroît, nous devons investir dans la stabilité sociale future de l'Afghanistan par l'intermédiaire des jeunes générations. À cet égard, l'Ouzbékistan fournit aujourd'hui une assistance globale au relèvement économique de l'Afghanistan et à sa participation aux initiatives régionales. Nous appuyons des projets tels que le gazoduc Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde et le projet pour l'approvisionnement en électricité de l'Asie centrale et de l'Asie du Sud, ainsi que la mise en œuvre pratique d'initiatives essentielles pour l'Afghanistan dans les domaines des transports, de l'énergie, du commerce et de l'éducation. Je citerai également la construction par l'Ouzbékistan d'une ligne électrique entre Sourkhan et Pol-e Khomri, l'ouverture d'un centre éducatif dans la ville de Termiz pour former les citoyens afghans et le centre logistique Termez Cargo qui possède un terminal douanier, ainsi que l'élaboration de projets relatifs à la construction de lignes ferroviaires reliant Mazar-e Charif à Hérat et Mazar-e Charif à Kaboul et Peshawar.

En outre, la huitième réunion ministérielle de la Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan se tiendra cette année à Tachkent. Nous espérons que cette réunion aura pour principal résultat l'élaboration d'une stratégie visant à renforcer le partenariat entre les pays voisins de l'Afghanistan au nom des objectifs communs de paix et de prospérité.

Pour terminer, je rappelle qu'aujourd'hui, l'avenir du développement pacifique en Afghanistan dépend de la consolidation des efforts de l'ensemble de la communauté internationale en vue de lancer le plus rapidement possible des négociations directes entre toutes les parties au conflit. À ce propos, je souligne une fois de plus que seul un processus politique dirigé et contrôlé par les Afghans peut conduire à un règlement pacifique durable du conflit en cours.

**Le Président** (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Égypte.

**M. Edrees** (Égypte) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que la Fédération de Russie, d'avoir organisé la présente séance. Je voudrais également exprimer ma gratitude au Représentant spécial du Secrétaire



général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), M. Yamamoto, au Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), M. Fedotov, et à mes chers collègues, M<sup>me</sup> Adela Raz, Ambassadrice de l'Afghanistan, et l'Ambassadeur Djani, en sa qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011). Je tiens à les remercier des exposés détaillés qu'ils ont présentés dans le sillage du rapport du Secrétaire général (S/2019/703), d'autant plus que la présente séance se tient avant la prorogation du mandat de la MANUA, qui doit être examinée dans le courant de la semaine.

Je tiens à adresser mes sincères condoléances au peuple et au Gouvernement afghans à la suite du récent attentat terroriste perpétré à Kaboul.

L'Égypte souligne qu'il importe de renforcer le rôle du Conseil de sécurité. Nous rappelons l'importance des engagements pris au niveau international envers l'Afghanistan, qui visent à fournir l'appui politique et l'aide en matière de sécurité et de développement nécessaires pour garantir un meilleur présent et un avenir meilleur au peuple afghan et à l'Asie centrale en général. Il est important que nous agissions tous ensemble pour garantir la paix, la sécurité et le développement en Afghanistan et dans les pays voisins. Nous croyons en un seul objectif international : renforcer les capacités de l'Afghanistan – un pays qui a énormément souffert au cours des dernières décennies –, afin de l'aider à relever des défis colossaux, notamment les invasions et les guerres successives des dernières décennies. Nous devons garantir la paix, la stabilité, la sécurité et le développement en Afghanistan. Il faudra pour cela que l'ONU joue un rôle accru dans la promotion de l'avenir de l'Afghanistan et de l'Asie centrale et s'efforce de rappeler aux forces internationales les responsabilités qui leur incombent à l'égard de l'Afghanistan.

Les intérêts et les critères de la stabilité en Asie centrale et au Moyen-Orient sont inextricablement liés. L'Égypte a toujours appuyé le Gouvernement afghan dans sa lutte contre le terrorisme et dans l'action soutenue qu'il mène en vue d'établir sa souveraineté et son contrôle sur l'ensemble du territoire. Comme le Président du Conseil, nous espérons que les pourparlers de paix entre les États-Unis et les Taliban reprendront. Nous nous félicitons également du soutien des pays voisins à cette importante initiative. Nous appuyons aussi les autorités afghanes dans leurs efforts politiques et sociaux pour instaurer la paix, la sécurité

et le développement pour tous les Afghans. En tant que membre de la communauté internationale, nous souhaitons trouver une solution pratique et cohérente. À ce sujet, nous voudrions souligner les points suivants.

Premièrement, la sécurité est au cœur de l'engagement collectif de lutter contre le terrorisme, où qu'il se manifeste, dans le cadre d'une stratégie internationale de lutte contre le terrorisme, et contre l'idéologie extrémiste, en particulier l'État islamique d'Iraq et du Levant-province du Khorassan. Il s'agit là d'une conséquence de la récente augmentation sans précédent des atteintes à la sécurité et des attentats terroristes en Afghanistan. Nous soulignons également l'importance d'une coopération régionale et internationale étroite avec les autorités afghanes afin de lutter contre le trafic de drogues et d'opiacés, comme souligné dans le dernier rapport de l'ONUDC. Il est impossible de dissocier cela des efforts de lutte contre le terrorisme, étant donné que le trafic de drogues est l'une des principales sources de financement des terroristes et des groupes armés.

Deuxièmement, s'agissant du développement, au vu des initiatives économiques et en matière d'investissement prises par les pays voisins, ainsi que des plans stratégiques régionaux, je souligne l'importance des conférences ministérielles, telles que la Conférence sur la sécurité et la coopération au cœur de l'Asie et la Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan. À cet égard, nous continuerons de contribuer à la formation spécialisée par l'intermédiaire des programmes égyptiens de partenariat pour le développement, y compris la formation du personnel militaire et de police. Nous continuerons d'apporter notre soutien dans les domaines de la justice, de la culture, de la santé, des services médicaux, de l'agriculture, de l'irrigation et des banques. Nous continuerons de contribuer aux efforts visant à renforcer les institutions nationales afghanes. Nous croyons en l'objectif international d'aider l'Afghanistan à réaliser la paix, la sécurité, la stabilité et le développement durable. C'est pourquoi nous appelons la communauté internationale à honorer ses engagements envers l'Afghanistan.

Troisièmement, sur le plan politique, il importe d'aider le Gouvernement afghan à améliorer les perspectives de paix à long terme et à ouvrir la voie au dialogue et à la réconciliation nationale, notamment au moyen du mécanisme quadripartite. Nous saluons

les efforts que consacre le Gouvernement afghan à la préparation de l'élection à venir.

Le quatrième aspect est international, et il est incarné par la MANUA et la nécessité de renforcer les activités et l'efficacité de cette importante mission des Nations Unies à la lumière de son rôle et de son importance en Afghanistan. À cet égard, nous attachons également de l'importance aux tâches vitales entreprises par le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale.

Le cinquième et dernier aspect est régional, et nous mettons de ce fait l'accent sur le rôle important des organisations régionales, ainsi que des organes sous-régionaux en Asie centrale, notamment l'Organisation de Shanghai pour la coopération. Il importe également de faire fond sur les résultats positifs de la Conférence ministérielle de Bruxelles et de veiller à ce que les engagements pris à cette occasion soient tenus. Il est nécessaire de renforcer la coopération et la coordination pour contrer les menaces, surmonter les problèmes et renforcer la communication dans cette région d'une importance stratégique.

Pour terminer, je réitère qu'il importe de progresser dans l'élaboration d'une vision intégrée de l'ONU qui englobe les éléments susmentionnés. Cette démarche doit s'accompagner d'une feuille de route claire contrôlée et dirigée par les Afghans afin de rétablir la paix et la sécurité et, en définitive, d'instaurer le développement et la prospérité en Afghanistan et en Asie centrale, étant donné qu'il s'agit d'un modèle en matière de mise en œuvre du concept de consolidation de la paix à l'échelle mondiale prôné par l'ONU.

**Le Président** (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Australie.

**M. Yardley** (Australie) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué le présent débat. Je remercie également tous les intervenants qui ont pris la parole aujourd'hui.

L'Afghanistan reste en proie à un niveau inacceptable de violence. Le nombre de victimes civiles recensées en 2018 s'est élevé à 3 804, un chiffre record. Depuis, le conflit a fait des dizaines de victimes supplémentaires, notamment parmi les civils et les membres des forces de sécurité afghanes qui tentaient de protéger leur pays contre la terreur et l'insurrection.

L'Australie continue d'appuyer fermement tous les efforts visant à rétablir la paix en Afghanistan. Nous

apprécions les efforts déployés par le Représentant spécial des États-Unis, M. Khalilzad, pour l'ouverture de négociations véritables avec les Taliban. L'année écoulée a été marquée par un investissement diplomatique conséquent en vue de mettre fin au conflit prolongé en Afghanistan. Ces derniers jours, un grand nombre de personnes espéraient que ces efforts aboutiraient à un accord historique en vue d'une désescalade du conflit et pour jeter les bases de pourparlers de paix directs entre Afghans.

Nous appelons les Taliban à cesser immédiatement toute violence contre les civils et à adhérer à un cessez-le-feu global en tant que base des négociations entre parties afghanes. Nous devons continuer de privilégier la diplomatie et les autres moyens pacifiques de mettre un terme au conflit.

Les défenseurs afghans et internationaux des droits de l'homme ont appelé à la pleine protection des droits des femmes afghanes. Cette protection doit englober l'accès aux soins de santé, à l'éducation, à l'emploi et à la liberté de mouvement et remédier à la violence fondée sur le genre. De nombreuses femmes afghanes exigent la justice transitionnelle et des services de base, ainsi que de pouvoir poursuivre leur long parcours vers l'égalité.

Nous applaudissons toutes celles qui défendent ces droits. L'Australie continuera de promouvoir énergiquement la pleine protection des femmes et des filles afghanes.

Nous savons que les accords de paix les plus durables sont non exclusifs et s'attaquent aux causes profondes des conflits en faisant participer tous les citoyens à un processus de changement. C'est une entreprise de longue haleine qui exigera l'appui de la communauté internationale.

L'intégration des femmes au dialogue de paix entre Afghans est un moment important, notamment en ce qui concerne la résolution 1325 (2000), sur les femmes et la paix et la sécurité. Les femmes doivent avoir le droit d'exprimer leurs vues chez elles et dans les enceintes internationales, notamment en participant aux pourparlers de paix. Garantir la représentation des femmes afghanes dans les négociations marquerait le début d'un processus de paix véritablement ouvert.

En dépit des problèmes actuels, l'Australie salue les progrès considérables accomplis par l'Afghanistan au cours des 18 dernières années, notamment la multiplication par 10 du taux de scolarisation,

l'augmentation de 20 ans de l'espérance de vie et la multiplication par cinq du produit intérieur brut par habitant.

Nous devons travailler ensemble pour préserver ces progrès. Ce n'est pas dans l'intérêt d'un accord diplomatique, mais pour préserver les progrès accomplis par les citoyens afghans ordinaires que nous devons œuvrer collectivement à la paix en Afghanistan.

**Le Président** (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Inde.

**M. Akbaruddin** (Inde) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé le présent débat. Nous remercions également l'Ambassadeur Tadamichi Yamamoto, Représentant spécial du Secrétaire général; M. Yury Fedotov, Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime; l'Ambassadeur Triansyah Djani, Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011); et l'Ambassadrice Adela Raz, Représentante permanente de l'Afghanistan, de leurs perspectives sur l'évolution récente de la situation en Afghanistan.

Nous nous réunissons alors que le peuple afghan commémore cette année le centenaire de son indépendance et que le pays se trouve à un nouveau tournant porteur de transformation. Les préparatifs de l'élection présidentielle sont en cours, et elle devrait avoir lieu dans quelques semaines. L'Afghanistan est prêt à renouveler son attachement à un ordre garantissant qu'un gouvernement élu démocratiquement est au cœur de tout processus visant à régler ses problèmes par des moyens pacifiques. Nous devons tous appuyer la solution qui convient le mieux au pays et qui puisse être mise en œuvre de manière digne et durable.

Hormis les changements et les problèmes imprévus dont nous avons l'habitude, nous prenons note de l'optimisme prudent exprimé par le Secrétaire général dans son rapport (S/2019/703). Même si le parcours ne sera pas facile ou prévisible, nous nous félicitons des perspectives de paix et de réconciliation qui sont le fruit des divers efforts entrepris.

C'est le peuple afghan qui mettra en œuvre les accords conclus et en supportera les conséquences. C'est pourquoi seuls les résultats empreints d'une légitimité constitutionnelle et fondés sur un mandat politique, qui sont l'aboutissement d'un processus ouvert et démocratique, permettront de garantir la stabilité.

Nous appuyons donc l'appel du Secrétaire général à l'ouverture de pourparlers directs.

La paix et la réconciliation ne peuvent exister dans une atmosphère de terreur. L'Afghanistan a connu une recrudescence de violence au cours des derniers jours, notamment des menaces contre le processus électoral. Cela n'a fait qu'aggraver la crainte que des actes de terrorisme sont commis pour avoir de l'ascendant dans les négociations.

La communauté internationale doit maintenir son appui en s'acquittant des engagements qu'elle a pris à l'égard des forces de sécurité afghanes dans leur lutte contre le fléau du terrorisme. Le soutien et l'accueil dont bénéficient des groupes tels que les Taliban, le Réseau Haqqani et Daech, de même qu'Al-Qaida et ses affiliés interdits, notamment Lashkar-e-Tayyiba et l'Armée des moujahidin, à l'extérieur des frontières de l'Afghanistan doivent cesser. Ayant été victimes du terrorisme, nous comprenons et connaissons la souffrance et la douleur de nos amis afghans.

En dépit de l'incertitude actuelle, nous ne devons pas oublier les progrès précieux accomplis par le peuple afghan au cours des 18 dernières années. Il a renforcé la démocratie et y a adhéré; établi un ordre constitutionnel; promu le bien-être et les droits des minorités et des jeunes; créé des forces de sécurité solides et de plus en plus compétentes; et forgé des liens régionaux plus étroits. Il a fait tout cela alors qu'il luttait contre les menaces les plus brutales que pose le terrorisme.

Même durant les périodes les plus difficiles, la résistance et la force de caractère légendaires des Afghans brillent dans leurs maisons, leurs écoles, leurs universités, leurs théâtres, leurs marchés et leurs usines et, bien évidemment, sur leurs terrains de sport. Pour ceux qui en douteraient, il y a moins de 48 heures, les joueurs de cricket afghans ont remporté leur deuxième victoire sur trois matches amicaux disputés pour l'instant. La dernière fois qu'un tel exploit a été accompli par un pays quelconque remonte au XIX<sup>e</sup> siècle. Ce n'est là qu'un exemple parmi d'autres, qui symbolise les nombreux progrès que le peuple afghan est en train de réaliser, même si beaucoup n'en ont pas conscience. Autre accomplissement : les femmes afghanes ont remarquablement réussi à recouvrer la place qui leur revient de droit dans tous les pans de la société. Ces réalisations acquises au prix de durs efforts doivent être entretenues, et non réduites à néant.

L'appui de l'Inde au peuple afghan est notoire, et je le réaffirme ici. Nous sommes convaincus que l'avenir est placé sous le signe de l'espoir. Nous restons disposés à travailler avec tous les pays de la région et au-delà, en veillant à ce que la souveraineté de l'Afghanistan et son appropriation du processus de paix demeurent au premier plan.

Nous espérons que la communauté internationale, par le truchement du Conseil et de ses divers instruments, pourra enfin rendre justice au peuple d'Afghanistan et appuyer une paix sans exclusive qui permettra à la destinée du pays d'être aux mains du peuple afghan.

**Le Président** (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole à l'observateur de l'Union européenne.

**M. Gonzato** (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne (UE) et de ses 28 États membres. La République de Macédoine du Nord, le Monténégro, la Serbie et l'Albanie, pays candidats; la Bosnie-Herzégovine, pays membre du Processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel; ainsi que l'Ukraine, la République de Moldova et la Géorgie, souscrivent à cette déclaration.

Je remercie également le Secrétaire général de son rapport très complet (S/2019/703). Je tiens également à remercier le Représentant spécial Yamamoto et le Directeur exécutif Fedotov pour leurs exposés, ainsi que l'Ambassadrice Raz pour sa déclaration. Ils ont tous appelé notre attention sur des éléments importants.

L'Union européenne reconnaît pleinement le rôle crucial joué par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et par tous les organismes des Nations Unies pour aider le peuple afghan, favoriser la paix et la réconciliation, surveiller la situation des droits de la personne et promouvoir ces droits, et faire appliquer les engagements pris à la Conférence ministérielle sur l'Afghanistan qui s'est tenue en novembre 2018. Elle entend entretenir avec la MANUA la relation la plus étroite possible, placée sous le signe d'une coopération transparente et ouverte sur le terrain comme dans les enceintes internationales, dans l'intérêt ultime de l'Afghanistan.

L'Union européenne demeure une fervente partisane des efforts en cours pour parvenir à une paix durable en Afghanistan. Compte tenu de la dynamique qu'affiche actuellement le processus de paix, il est plus important que jamais, pour l'UE, de préserver les acquis politiques, économiques et sociaux des 18 dernières années -- pour lesquels les Afghans et la communauté

internationale ont consenti des sacrifices énormes --, en particulier concernant les droits des femmes, des enfants et des minorités. Il est essentiel de continuer à renforcer et à développer ces acquis.

Cette approche a été exprimée clairement par l'UE et ses États membres, notamment dans les conclusions du Conseil de l'Union publiées en novembre 2018 et avril 2019, ainsi que dans la proposition en cinq points de l'UE pour appuyer le processus de paix, annoncée par Federica Mogherini, Vice-Présidente de la Commission européenne et Haute Représentante de l'Union européenne pour la politique étrangère et de sécurité, à la Conférence ministérielle de Genève en novembre 2018. Ces cinq points aident le Gouvernement à rendre le processus de paix plus inclusif, en appuyant les réformes après le conflit, notamment la réforme du secteur de la sécurité; en réinsérant les ex-combattants; en envisageant un possible rôle pour l'UE en tant que garante du processus de paix; et en appuyant les efforts visant à promouvoir les infrastructures et le commerce transfrontaliers, ainsi que la connectivité régionale.

Certes, une volonté politique et un leadership fort sont nécessaires, mais un accord de paix ne pourra être durable que si toutes les composantes de la société afghane se le sont approprié et si la population n'a pas l'impression qu'il lui a été imposé. Tous les Afghans doivent se sentir inclus dans le processus de paix. Rien ne saurait mieux illustrer l'appropriation afghane que la réalisation d'un cessez-le-feu à l'échelle nationale, qui mette fin à la violence avant l'ouverture des pourparlers de réconciliation interafghans. L'UE est prête à jouer un rôle actif à l'appui des efforts de paix et à faciliter les processus de consultation et les dialogues qui contribueront à l'ouverture en mobilisant tous les segments de la société civile afghane. Il convient d'accorder une attention particulière à la pleine participation des femmes, conformément à la résolution 1325 (2000) sur les femmes et la paix et la sécurité, ainsi qu'à la protection de leurs droits constitutionnels.

L'UE est fermement convaincue que la recherche de la paix ne doit pas se faire au détriment du développement démocratique de l'Afghanistan. Nous appuyons donc pleinement la tenue d'une élection présidentielle régulière et transparente pour renforcer la légitimité des institutions publiques et promouvoir la démocratisation et la stabilité politique de l'Afghanistan. À cette fin, l'UE continuera d'apporter un soutien financier -- dépassant 18 millions d'euros -- pour remédier



à certaines des difficultés techniques rencontrées par les précédentes élections législatives d'octobre 2018.

L'arrêt de la violence et la réalisation d'une paix durable sont impératifs. L'UE est prête à renouveler son engagement de long terme à l'Afghanistan, dès lors qu'un accord de paix aura été signé. Comme nous l'avons déjà dit, si l'on attend de l'UE que, après la conclusion d'un accord de paix, elle apporte un soutien substantiel en termes financiers, politiques, diplomatiques ou de développement, alors elle doit être impliquée à toutes les étapes du processus de paix.

Cette année a été importante pour les relations bilatérales entre l'Union européenne et l'Afghanistan, avec notamment la visite de la Haute Représentante Mogherini à Kaboul et la tenue de plusieurs réunions bilatérales dans le cadre de l'Accord de coopération UE-Afghanistan en matière de partenariat et de développement. L'Envoyé spécial de l'Union européenne pour l'Afghanistan, M. Roland Kobia, continue de se rendre à Kaboul et dans la région pour soutenir le processus de paix.

Tandis que se poursuivent les progrès sur la voie d'un règlement politique, la coordination entre les acteurs du développement, de la sécurité et de la politique est cruciale. L'Union européenne entretient une coopération étroite avec les principaux partenaires internationaux. À cet égard, nous réaffirons notre appui aux efforts que déploie la mission Soutien résolu de l'OTAN pour prodiguer formation, conseils et assistance supplémentaires aux forces et institutions de sécurité afghanes.

L'UE est un partenaire de développement important pour l'Afghanistan, et notre coopération pour le développement s'inscrit dans le cadre des priorités définies et présentées officiellement par le Gouvernement afghan. L'Union européenne entend maintenir son engagement ferme en faveur de l'aide budgétaire, en fonction des progrès accomplis par l'Afghanistan dans la mise en œuvre de ses politiques, et de leur incidence. L'UE a lancé les travaux concernant le prochain cycle de ses programmes relatifs à l'Afghanistan, qui couvrira la période 2021-2027, et les priorités potentielles dans le cadre d'un accord de paix.

Elle poursuit son dialogue structuré avec l'Afghanistan dans le cadre de l'accord de coopération sur le partenariat et le développement. Nous assurons également un suivi des conclusions de la réunion du groupe de travail spécial UE-Afghanistan sur les droits

de l'homme, la bonne gouvernance et les migrations, qui s'est tenue le 5 mai à Kaboul. En particulier, nous encourageons les autorités afghanes à continuer de mettre en œuvre la législation pertinente, en s'attachant tout particulièrement à des domaines tels que l'élimination des violences faites aux femmes, l'utilisation du plan national d'action pour l'application de la résolution 1325 (2000), la protection de l'enfance et la prévention des actes de torture et des mauvais traitements. La promotion de l'état de droit et la fin de l'impunité en matière de corruption seront également des éléments cruciaux de toute paix pérenne à venir.

L'Union européenne reste vivement préoccupée par le nombre élevé de victimes civiles et le nombre croissant de déplacés, et nous rappelons qu'il faut protéger la population civile, en particulier les femmes et les enfants. Nous devons continuer de préserver le rôle vital des organismes humanitaires et de respecter leur impartialité et leur espace humanitaire pour leur permettre de répondre aux besoins les plus urgents des populations les plus vulnérables.

Pour terminer, nous sommes à une jonction très importante pour l'Afghanistan. Toutefois, tous les pourparlers et accords de paix ne pourront être viables et acceptés par la population que s'ils soutiennent et préservent les valeurs et les acquis de ces 20 dernières années. La démocratisation de l'Afghanistan doit se poursuivre, de même que les efforts visant à mieux protéger les droits de tous les Afghans et à préserver les institutions démocratiques du pays. Pour que la paix soit durable, le plein appui de tous les États de la région est nécessaire.

**Le Président** (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Iran.

**M. Takht Ravanchi** (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je remercie la présidence russe du Conseil de sécurité d'avoir organisé la présente séance. Nous remercions également les intervenants de leurs précieuses contributions.

L'Afghanistan traverse actuellement une période critique et des tendances alarmantes se dessinent dans les sphères politique et sécuritaire du pays. De très nombreux efforts sont déployés pour le bon déroulement de l'élection présidentielle du 28 septembre. Mais d'aucuns tentent de saper cet événement important.

La tenue d'une élection présidentielle libre et régulière peut encore renforcer les institutions démocratiques du pays. Nous appelons l'ONU et la

communauté internationale à appuyer la tenue de l'élection comme prévu. L'Iran exhorte également tous les partis et groupes politiques afghans, ainsi que tous les Afghans ayant le droit de vote, à participer activement à l'élection, ce qui est essentiel pour l'amélioration de la sécurité et des conditions socioéconomiques du pays.

Dans le domaine de la sécurité, le nombre élevé d'incidents, mentionné dans le rapport du Secrétaire général (S/2019/703), indique clairement que la situation reste instable. L'augmentation des attaques de Daech est une source de grave préoccupation et souligne la nécessité de la combattre ce mouvement avec sérieux et détermination. Il est évident que ses éléments, aidés par certains pays, y compris par le biais de leur transfert de la Syrie et de l'Iraq en Afghanistan, ont considérablement accru la capacité offensive de Daech. Ces pays sont donc également responsables des crimes commis par Daech.

Presque deux décennies après l'invasion de l'Afghanistan par les États-Unis, il est tout à fait clair que les États-Unis n'ont d'autre choix que de quitter ce pays, et le plus tôt sera le mieux. Comme nous l'avons dit à maintes reprises, le peuple afghan réclame avec force le retrait responsable et assorti de délais de toutes les forces étrangères. Nous exhortons le Gouvernement afghan et toutes les parties afghanes à faire preuve de vigilance et à coopérer étroitement pour faire face avec succès à la situation sécuritaire critique actuelle. Tout conflit ou fratricide aidera ceux qui ne souhaitent pas voir un Afghanistan sûr et stable.

Nous exhortons toutes les parties, en attendant la réconciliation nationale et un accord de cessez-le-feu permanent, à faire preuve de la plus grande retenue et à éviter de détériorer les conditions de sécurité et de cibler les civils. Ni l'Afghanistan ni notre région ne peuvent se permettre une nouvelle série de conflits. La paix est la revendication la plus forte du peuple afghan, et elle doit être entendue par tous les groupes afghans qui, au lieu de s'affronter, doivent coopérer pour la paix.

Tout processus de paix doit être facilité par l'ONU et dirigé, pris en main et contrôlé par les Afghans. Nous appelons les acteurs régionaux et internationaux à soutenir un tel processus de paix et à permettre que l'avenir de l'Afghanistan soit déterminé exclusivement par les Afghans eux-mêmes. Le Gouvernement de la République islamique d'Afghanistan doit jouer un rôle central dans tous les efforts de paix et tout accord de paix doit être conclu avec sa participation.

En outre, tout processus de paix doit préserver les acquis de la Conférence internationale sur l'Afghanistan tenue à Bonn en 2001, y compris la Constitution et les institutions qui en découlent. En même temps, en cas d'accord sur une modification de la Constitution, celle-ci sera menée conformément à la procédure prévue dans la Constitution elle-même et sous la supervision du Gouvernement légitime de l'Afghanistan. Aucun pays n'a le droit de décider de l'avenir de l'Afghanistan, et toute négociation de paix en l'absence du Gouvernement afghan et des factions politiques du pays, ou d'une manière unilatérale, exclusive et non transparente, est vouée à l'échec.

Tout en respectant la souveraineté de l'Afghanistan et en soulignant la nécessité pour le peuple de ce pays de s'approprier et de diriger tout processus de paix, l'Iran est prêt, dans le cadre d'une initiative régionale, à engager des consultations et des négociations avec toutes les parties au conflit, ainsi qu'avec les pays voisins, le Gouvernement afghan et tous les groupes, afin de prévenir une nouvelle effusion de sang et faciliter la conclusion d'un accord durable.

En tant que pays voisin qui a toujours appuyé sans réserve les initiatives dirigées et contrôlées par les Afghans pour un Afghanistan stable et prospère, l'Iran n'épargnera aucun effort sincère ou impartial à cette fin.

*La séance est levée à 13 h 25.*